

LIRE POUR APPRENDRE

RESSOURCES
éducatives



STRATÉGIE POUR LA SENSIBILISATION ET L'EXPOSITION DES JEUNES À LA LITTÉRATURE DE JEUNESSE





L'Institut français a donné mandat au consortium ARED (Associates in research and education for development) / Archives Afric@ pour réaliser cette étude sur l'élaboration d'une stratégie de sensibilisation et d'exposition des jeunes à la littérature de jeunesse à l'échelle des 16 pays d'Afrique subsaharienne francophone couverts par la 2^{ème} phase du projet Ressources éducatives : *Bénin, Burkina Faso, Burundi, Comores, Congo Brazzaville, Djibouti, Guinée, Madagascar, Mali, Mauritanie, Niger, République centrafricaine, République démocratique du Congo, Sénégal, Tchad, Togo.*

Cette stratégie est liée à l'objectif d'inciter au changement sur l'usage du livre en permettant le déploiement d'actions de sensibilisation et de médiation. Elle a été bâtie sur la base des données recueillies auprès des acteurs des six premiers pays couverts par le projet : Bénin, Burkina Faso, Guinée, Madagascar, Mali et Sénégal.

L'étude a cherché à couvrir l'ensemble des réseaux de médiateurs du livre auprès de la jeunesse : enseignants du primaire, professeurs de français, inspecteurs de l'enseignement, bibliothécaires/réseau de lecture publique, associations de promotion de la lecture, associations de parents d'élèves et élus locaux. Afin de faciliter la lecture du document, l'emploi du masculin est utilisé pour évoquer les différentes catégories d'acteurs mais une attention particulière aura été portée à la constitution d'échantillons d'acteurs et d'actrices paritaires. Les recommandations formulées visent également à promouvoir l'égalité d'accès aux formations pour les hommes et les femmes.

Document présenté par le consortium ARED / Archives Afric@ – Mandataire de l'Institut Français.



TABLE DES MATIÈRES

1. CADRE THÉORIQUE	5
• Définition des termes clés.....	5
• Revue documentaire : le point sur l'existant et les acquis dans les six pays de l'étude.....	6
• Revue du document de l'UNESCO « Projet d'appui à la production et diffusion des ressources éducatives ».....	7
• Revue des études diagnostiques : regards croisés à travers les six pays de l'étude.....	10
• Revue du document « Pourquoi la littérature de jeunesse ? ».....	11
• Revue du document « Stratégie de plaidoyer ».....	12
2. CADRE MÉTHODOLOGIQUE	12
• Cadre de l'étude : rappel des axes saillants du projet et des pays concernés.....	12
• Cible de l'étude : rappel des profils d'acteurs ciblés.....	13
• Méthode : les différentes étapes de l'étude.....	13
• Outils de collecte des données :.....	14
• QUESTIONNAIRES/ Échantillonnage : pour chaque réseau, toucher un nombre représentatif.....	14
• Testing et administration des outils de collecte de données.....	14
3. CADRE ANALYTIQUE	16
• 3.1 Cadre juridique.....	16
• 3.2. Offre de lecture dans le secteur de l'éducation.....	16
• 3.3. Le secteur de la Culture.....	20
CONCLUSION	33
ANNEXES	34
<i>ANNEXE 1 - Liste des différents réseaux de médiateurs du livre et contacts des personnes ressources à mobiliser au sein des réseaux</i>	34
<i>ANNEXE 2 - Note stratégique</i>	44
<i>ANNEXE 3 - Fiche synoptique de présentation de l'EBAD</i>	53
<i>ANNEXE 4 : Sites d'information sur la littérature de jeunesse</i>	57
<i>Sigles et abréviations</i>	58

INTRODUCTION

Dans le cadre de la mise en œuvre des politiques éducatives, la lecture est considérée comme le pilier des apprentissages. En effet toutes les disciplines enseignées à l'école ont des liens de dépendance avec un bon niveau de lecture/compréhension. Compétence fondamentale pour garantir une acquisition de connaissances tout au long de la vie, la lecture est la base de tous les apprentissages. Dans la relation pédagogique en classe, la capacité à encoder et décoder avec aisance les messages d'enseignements, est une condition de réussite scolaire. C'est d'autant plus vrai que l'adage le souligne fort éloquemment : « Quand la lecture prend froid, le reste des disciplines claque des dents. »

L'éducation en Afrique subsaharienne malgré les capitaux importants investis (jusqu'à plus de 20% des dépenses publiques) n'a toujours pas donné des dividendes satisfaisants. En effet, moins de la moitié des élèves ont atteint un seuil suffisant de compétences en lecture à la fin du primaire et le taux exorbitant de déperditions scolaires est un gâchis énorme qui hypothèque toute perspective de développement.

Dans ce contexte, le projet Ressources éducatives a pour objectif de soutenir l'amélioration des apprentissages des élèves du primaire et du secondaire en Afrique subsaharienne par l'accès à des ressources éducatives diversifiées, pertinentes et de qualité.

La présente consultation qui s'inscrit dans la composante générale *Lire pour apprendre* confiée à l'Institut français, est orientée sur le 3^e axe, à savoir **l'élaboration d'une stratégie de sensibilisation et de médiation** permettant de **faire évoluer la perception et l'usage du livre**.

Cette consultation vient clôturer la première phase préparatoire du projet qui a consisté à faire l'étude diagnostique du secteur du livre et de la lecture dans six des seize pays ciblés par le projet afin de cerner le contexte politique, socioéconomique et culturel ainsi que les potentialités des institutions et des acteurs clefs, afin de mesurer les conditions de succès de la mise en œuvre du projet Ressources éducatives. Cette phase préparatoire a porté aussi sur l'organisation d'ateliers de construction de stratégies nationales de plaidoyer en faveur du livre de jeunesse comme facteur d'amélioration des apprentissages scolaires dans six pays couverts par le projet. Ces ateliers de plaidoyer s'inscrivaient dans le cadre de l'atteinte de l'ODD N°4 « assurer l'accès de tous à une éducation de qualité, sur un pied d'égalité, et promouvoir les possibilités d'apprentissage tout au long de la vie ». Leur principal objectif a été « de fédérer les acteurs de la chaîne du livre et leurs partenaires étatiques et associatifs pour identifier les leviers d'actions sur lesquels agir, de manière synergique, valorisant la présence et l'usage du livre de jeunesse au bénéfice de l'amélioration de la qualité de l'éducation primaire dans les pays sélectionnés pour cette composante ». L'objectif poursuivi par la stratégie de plaidoyer étant « d'impulser une dynamique pour amener les décideurs dans chaque pays, à considérer le livre de jeunesse comme un enjeu central dans l'amélioration des apprentissages » (cf. Rapport général Aliou Sow, 2021).

L'initiative de l'Agence française de développement (AFD) concernant le projet Ressources éducatives vise ainsi le renforcement de l'accès des élèves du primaire et du secondaire en Afrique Subsaharienne francophone à des ressources éducatives variées à la fois matérielles et numériques. Une telle initiative est dictée par le souci d'améliorer les apprentissages et le niveau de la langue. Pour ce faire, une bonne stratégie de médiation liée à des options politiques engagées, une bonne mobilisation des acteurs et usagers du livre constitue une bonne option d'émergence d'un environnement lettré capable de développer le goût de lire et la lecture effective des ouvrages de littérature.

La préoccupation centrale de la présente étude est de trouver les meilleures stratégies de médiation au niveau de tous les acteurs dans la diversité de leurs profils professionnels. Tant au niveau politique et culturel qu'au niveau de l'école et de la communauté, l'impact de la médiation doit être ressenti comme facteur contributif à la réussite scolaire. Pour y arriver, avec des propositions et recommandations opérationnelles en actions de médiation, en formation des acteurs et repérage de personnes ressources compétentes, l'étude va d'abord, porter un regard analytique sur l'existant dans 6 pays du projet, à travers une revue documentaire faisant l'état des lieux, le tour de la problématique du livre et de la lecture d'ouvrages littéraires de jeunesse. Le condensé des principales leçons tirées des sources documentaires concernant les politiques et pratiques en matière de développement des bibliothèques et du goût de livre chez les jeunes africains, apportera sans doute une lumière singulière pour faire des propositions et recommandations pertinentes, répondant à la commande.

Le développement de l'étude suivra les étapes ci-dessous selon le canevas habituel de recherche en sciences sociales : le cadre théorique qui fait la photographie de l'existant dans les pays, le cadre méthodologique qui clarifie la démarche empruntée pour rassembler les données à étudier et le cadre analytique qui fait un examen critique de la réalité. A la lumière des leçons apprises, des propositions et recommandations se feront concernant les actions de médiations appropriées, une stratégie de formation et l'identification de personnes ressources habilitées.

1. CADRE THÉORIQUE

- Définition des termes clés

Nous dégagerons ici, pour tous les concepts liés à la thématique, la compréhension qu'il faut en avoir. Il s'agit des concepts ci-après :

Médiation : stratégie de mise en valeur les livres à travers le développement du goût de lire chez les jeunes, une technique de communication-motivation de la lecture.

Sensibilisation : Action visant à rendre réceptifs les cibles (décideurs, élus locaux, enseignants, jeunes élèves, mouvement associatif...) afin de déclencher une manifestation d'intérêt au livre et à la lecture voire, les prises de décision attendues.

Le livre de jeunesse n'est pas confondu avec le manuel scolaire. Dans l'Etude, le livre de jeunesse ou la littérature de jeunesse regroupe et le livre pour enfant (moins de 10 ans) et le livre de jeunesse (plus de 10 ans) et comprend donc les albums, documentaires, contes, BD, romans, ouvrages de référence et usuels...

Il peut être imprimé ou document multimédia (alliant documents sonores, images fixes ou en mouvement) ou sous format électronique.

Environnement lettré, c'est un environnement social et culturel qui met l'enfant en contact continu avec l'écrit et lui permet de se familiariser avec le livre et de développer ses aptitudes en lecture.

Bibliothèque scolaire : Bibliothèque au service des élèves et des enseignants dont les collections et les services sont conçus pour répondre aux besoins de l'établissement scolaire où elle est implantée (école primaire, secondaire, professionnelle, technique).

Bibliothèque communale Bibliothèque de lecture publique, propriété d'une commune ou financée par elle.

Bibliothèque régionale Bibliothèque assumant des fonctions pour l'ensemble des utilisateurs et des bibliothèques locales d'une région. Elle constitue le centre de gravité du réseau régional des bibliothèques. De plus, elle sert de bibliothèque de lecture publique pour la commune dans laquelle elle a son siège.

Médiathèque Ensemble organisé de collections diverses de livres et non-livres (on a tendance à vouloir la différencier de la conception traditionnelle de la bibliothèque mettant l'accent sur le livre).

Réseau de bibliothèques : Ensemble de bibliothèques d'une région, d'une commune ou d'un pays, unies par des liens formels et dont les ressources documentaires et services sont mis à disposition des bibliothèques constituant cet ensemble et à celui de ses utilisateurs.

Classification : Système de répartition des connaissances selon un ordre déterminé (par ex : la Classification Décimale de Dewey, largement utilisée pour le classement des documents sur les rayons dans les bibliothèques publiques et scolaires).

Bibliographie : Répertoire des documents relatifs à un sujet donné ;

Logiciel de bibliothèque Base de données informatiques établie pour gérer des données concernant les utilisateurs et les collections d'une bibliothèque.

Règlement de bibliothèque : Règlement établi par l'autorité légale qui définit la mission de la bibliothèque, décrit les devoirs et compétences des organes et personnes concernées et règle les modalités juridiques nécessaires.

PLD/Livre Lecture : Plan Local de développement du livre et de la lecture.

• Revue documentaire : le point sur l'existant et les acquis dans les six pays de l'étude

Il s'agit ici de chercher des indices sur le degré de prise en charge de la problématique de la sensibilisation et de l'exposition des jeunes à la littérature de jeunesse dans les six pays d'Afrique francophone de l'étude. A travers l'existant diagnostiqué, tant en ce qui concerne les supports imprimés qu'en ce qui concerne l'édition numérique, on sera suffisamment éclairé pour mieux réfléchir sur la médiation très liée à l'état réel des

bibliothèques et du livre de jeunesse dans tous ses aspects. Un tel exercice devrait permettre d'apprécier, à l'analyse, l'intensité de la dynamique pratique, politique, scolaire et communautaire institutionnalisée pour un développement durable de la médiation en lecture de jeunesse dans les six pays. Sur la base de cette perception, toute réponse à une des questions suivantes serait un éclairage utile à la maîtrise des acquis, forces et faiblesses de la médiation dans ces pays :

→ *Peut-on noter une institutionnalisation claire ou option officielle concernant spécifiquement le développement de la lecture, du goût de lire et une communication adéquate pour sa promotion auprès des jeunes ? ;*

→ *Sinon, y'a-t-il des opportunités, des pistes, des acquis ou dispositifs à partir desquels déterminer des actions optionnelles claires, mobilisatrices, favorables au développement de la médiation et sensibilisation des jeunes à la lecture ?*

La réponse à ces questions va certainement donner de la lumière pour identifier, comprendre et documenter les initiatives indiquant de bonnes pratiques à amplifier et de nouvelles actions de médiation à promouvoir.

Nous allons ainsi passer en revue, succinctement les analyses contextualisant le projet UNESCO d'appui à la production et à la diffusion de ressources éducatives pour les élèves des cycles primaires et secondaires en Afrique subsaharienne francophone. Des éléments complémentaires empruntés aux conclusions des études diagnostiques pays viendront en appont dans une perspective de comptabilisation des différences et similitudes entre les six pays principalement. De la lecture critique des éléments rassemblés, nous retiendrons des expériences de médiation ayant réussi, les bonnes pratiques à partager et à cibler comme matière de formation. L'effort d'appropriation de l'existant, un état des lieux suffisamment campé, en production, développement et motivation de la lecture d'ouvrages littéraires de jeunesse poussera notre curiosité interrogative à deux autres documents publiés par l'Institut français, concernant les six pays en étude. Il s'agit des documents suivants : « Lire pour Apprendre/ Pourquoi la littérature de jeunesse ? » et « Stratégie de plaidoyer ». La recherche d'éclairage ira des options politiques officielles à leur réalisation, leur management en matière de communication et l'intéressement des principaux acteurs à la problématique à résoudre : la détermination d'une stratégie porteuse en vue de renforcer la médiation et la sensibilisation des jeunes à la littérature de jeunesse.

- **Revue du document de l'UNESCO « Projet d'appui à la production et diffusion des ressources éducatives »**

Le document démontre à travers l'état des lieux du secteur de l'éducation d'importants défis à relever pour la disponibilité des ressources éducatives au profit des établissements scolaires et des élèves du primaire et du secondaire. On y trouve que les manuels scolaires sont rares dans l'espace scolaire. Pourtant d'importantes lignes budgétaires sont mobilisées pour un approvisionnement correct. Malgré tous les efforts déployés, au niveau officiel étatique comme au niveau des partenaires techniques et financiers, les pays vivent un mal commun, l'incapacité à répondre durablement aux besoins en manuels scolaires, depuis des décennies. Le

diagnostic révèle qu'aucun pays d'Afrique francophone subsaharienne n'a pour le moment atteint un manuel par enfant en lecture et en calcul au cycle primaire. Cette pénurie est encore plus marquée au cycle secondaire du fait des énormes besoins concurrentiels au cycle primaire avec une forte population scolaire et son corollaire, des besoins énormes en manuels d'apprentissage. Le diagnostic y ajoute l'équation majeure de la qualité et de la pertinence des manuels acquis au regard des programmes officiels en vigueur. Des facteurs aggravants sont aussi diagnostiqués. Il s'agit du niveau professionnel des enseignants et celui des élèves. Tout explique une sous-exploitation des manuels en classe. Par ailleurs on déplore l'absence de formation des enseignants aux bons usages pédagogiques des manuels scolaires dans un contexte marqué par une dégradation des conditions d'apprentissage (sureffectif d'élèves, sous-dotation en manuels, absence de mobilier scolaire).

Cette situation de déficit des ressources éducatives est liée en partie à l'inexistence d'une politique nationale du livre scolaire dans la plupart des pays d'Afrique francophone malgré la production de plusieurs titres scolaires de qualité et de coûts variés cependant. C'est le fait des entreprises privées nationales qui disposent de réelles compétences techniques mais qui sont fragiles et peu exploitées face aux exigences de la concurrence internationale incarnées par des multinationales manifestation plus puissantes avec de gros moyens. Dans les pays de l'espace francophone d'Afrique, les éditeurs privés rencontrent ainsi d'énormes difficultés à diffuser des ouvrages de littérature. Avec des marchés scolaires difficilement accessibles, ils ont encore du mal à se positionner sur de grosses opérations et à rivaliser avec des éditeurs internationaux sauf si une décision politique volontariste vient agir en leur faveur.

En plus de ces difficultés et faiblesses signalées concernant la rareté, la variété et les bons usages pédagogiques, on peut noter avec beaucoup d'intérêt les éclairages du document UNESCO à travers les points ci-après :

- ✓ Les ressources éducatives autres que le manuel scolaire sont peu présentes dans les établissements. Les ressources complémentaires (cahiers d'exercices, livres, affiches, objets manipulables, etc.) qui enrichissent l'environnement et stimulent l'expérience d'apprentissage des élèves ont graduellement disparu des classes et des écoles primaires du fait de l'augmentation des effectifs et des difficultés à sécuriser les établissements. Les efforts publics ont tendance à se polariser sur le secondaire supérieur sur les disciplines scientifiques et le numérique avec un focus, dans un premier temps, sur les infrastructures et les équipements.
- ✓ Le recours au numérique reste exceptionnel dans les établissements publics. Quasi absentes des écoles primaires africaines, les ressources éducatives numériques sont très peu diffusées dans les collèges et seuls certains lycées dans certains pays disposent de lieux dédiés, souvent une salle informatique. Les faibles niveaux d'équipements informatiques des établissements scolaires et d'électrification dans les pays les plus denses, on atteint au mieux 30 % d'établissements raccordés à l'électricité- ainsi que la faible couverture numérique et le coût souvent prohibitif des connections constituent des freins évidents à la diffusion et l'utilisation des ressources numériques à grande échelle. De plus, les services

pédagogiques des MEN africains n'ont pas encore les capacités de produire et diffuser des REN pour les élèves.

- ✓ Les États sont dépendants des financements extérieurs pour les investissements en ressources éducatives.
- ✓ Peu d'États disposent d'une politique nationale du livre scolaire.
Toutefois on peut noter des dynamiques et opportunités réelles :
- ✓ Volonté politique forte des décideurs des pays d'Afrique francophone subsaharienne d'améliorer de manière significative les résultats des apprentissages scolaires pour faire remonter le niveau des résultats obtenus par la majorité des élèves au moins jusqu'au seuil de compétences attendues en fin de cycle (primaire, collège, lycée), clef de voute d'un développement économique, social et citoyen durable.
- ✓ Accélération des réformes de programmes scolaires et leur réécriture progressive offrant un cadre plus stabilisé sur lequel engager des investissements dans le domaine des ressources éducatives.
- ✓ Rénovation des modalités de formation et d'encadrement des enseignants. Au cœur de la transformation des dynamiques d'enseignement-apprentissage, la professionnalisation des enseignants fait l'objet de toutes les attentions et bénéficie de nombreux investissements visant à refonder la formation initiale, à démultiplier les opportunités de formation continue, notamment à travers les TICE, et à accompagner les encadreurs à stimuler et appuyer les enseignants pour le renforcement de leurs pratiques professionnelles en classe. Les efforts engagés pour une professionnalisation accrue des enseignants sont des dynamiques porteuses pour des usages plus intensifs des ressources éducatives dans les apprentissages.

Leçons apprises

L'importance du poids budgétaire pour un approvisionnement durable en manuels scolaires est un casse-tête pour la plupart des pays. Malgré l'appui extérieur, la couverture des besoins reste une problématique majeure nonobstant la volonté politique affichée. On apprend de ces réalités politiques et budgétaires qu'une des conséquences majeures est la concentration des priorités étatiques sur le manuel scolaire dont la disponibilité ne finit pas de poser de sérieux problèmes. Le développement des bibliothèques comme la question d'approvisionnement des écoles en fonds variés, imprimés comme numériques, reste ainsi un grand défi à relever pour les états francophones d'Afrique subsaharienne. C'est ce qui pourrait justifier l'idée de projet d'appui à la production et à la diffusion d'ouvrages de littérature de jeunesse pour les écoles des cycles primaires et secondaires. Il faudra pour ce faire des options politiques claires pour développer les bibliothèques scolaires et la médiation en faveur de la lecture des ouvrages de jeunesse.

- Revue des études diagnostiques : regards croisés à travers les six pays de l'étude

Le regard porté sur les six pays ciblés laisse voir davantage une similitude contextuelle, des difficultés communes, des besoins globalement similaires malgré quelques différences spécifiques. De ce regard porté sur la problématique de la médiation et de la sensibilisation des jeunes à la littérature de jeunesse dans les 6 pays, on peut noter et retenir plusieurs éléments informatifs, utiles, à prendre en compte dans le cadre de l'étude du fait de la confirmation ou complémentarité du diagnostic UNESCO. Il s'agit d'un contexte socio-économique marqué par une forte croissance démographique de la jeunesse, une réelle pression sur le secteur de l'éducation, ses contraintes et besoins très consistants. On retient aussi globalement de réels efforts étatiques qui se sont traduits par une évolution positive, même timide et disparate. Dans les 6 pays, nonobstant l'ampleur des problèmes à résoudre, le secteur culturel a une certaine vitalité. Cette vitalité se traduit à travers l'existence d'instruments légaux et de services dédiés aux livres et à la lecture même si une politique du livre n'existe pas partout. Par ailleurs, globalement, à intensité différente, les ressemblances contextuelles des 6 pays en question apparaissent lisiblement, en forces ou atouts et faiblesses à partir desquels l'analyse pourrait permettre une meilleure compréhension de la question de médiation, des actions de médiation en cours pour mesurer leur portée mais aussi et surtout identifier les bonnes pratiques à consolider et partager.

Leçons apprises

Entre autres leçons apprises de cette relecture documentaire, il apparaît que dans les 6 pays francophones concernés, l'effort officiel se concentre plus sur la politique de manuels scolaires. Même si l'on ne perd pas de vue l'importance du livre et de la lecture de jeunesse, l'option politique manque de vigueur. On imagine aussi qu'avec la **pression démographique** qui continue de peser sur les dépenses en manuels scolaires, les **acquisitions en ouvrages de jeunesse dans des proportions satisfaisantes par les Etats ne seront pas prioritaires**. Il en est de même pour une prise en charge officielle durable des stratégies de médiation qui nécessitent des dépenses. Cependant, on peut noter une **floraison d'initiatives et d'actions qui se mènent à intensité variée certes mais à considérer et à exploiter**. **Toutes ces actions pourraient être davantage exploitées et valorisées dans le cadre d'une politique nationale du livre mettant en cohérence les actions des différents sous-secteurs du livre en tant que maillons indispensables d'une même chaîne**. En effet malgré l'existence de plusieurs textes législatifs et réglementaires, les dispositions prises ne sont pas organiquement liées et il manque souvent une structure faîtière jouissant de l'autorité nécessaire pour le suivi et le respect strict des mesures édictées. Ceci nous donne un éclairage certain quant aux efforts supplémentaires à déployer en ce qui concerne le développement des bibliothèques, du livre, du goût de lecture chez les jeunes et la stratégie de médiation qui sied.

• Revue du document « Pourquoi la littérature de jeunesse ? »

Son objectif principal est de constituer un argumentaire de plaidoyer pour renforcer le rôle du livre de jeunesse au service des apprentissages et de présenter des initiatives mises en œuvre sur le terrain en faveur du livre. En reconnaissant le rôle du manuel scolaire pour des enseignements de qualité, il est important de reconnaître aussi ses limites objectives pour la réussite scolaire. Le livre de jeunesse constitue une précieuse ressource complémentaire du manuel scolaire dans la recherche d'une offre éducative de qualité. La promotion et le développement de la littérature de jeunesse répondant au vécu des usagers est à soutenir. L'envie d'apprendre se développe en lisant. La lecture est ainsi la base du succès scolaire. Le goût de lire se développe à travers plusieurs entrées pédagogiques parmi lesquelles le conte qui contribue à rapprocher le lecteur de ses valeurs culturelles. Cela est source de motivation d'où le potentiel de médiation que le conte véhicule à travers une exploitation pédagogique appropriée. Il en est de même concernant la lecture à haute voix pour les petits, d'histoires qui fouettent leur imaginaire avec une influence certaine sur le goût de lire. L'effet médiatique est aussi pédagogiquement perceptible à travers l'usage du bilinguisme français/malgache à Madagascar. La même logique est perceptible dans l'expérience numérique de BIBOOK au Mali. En téléchargeant une application, on accède à un catalogue consultable sur téléphone ou tablette, même sans connexion. En exploitant l'expérience biblio-malles en cours en Guinée, l'entrée pédagogique de la médiation a trouvé un champ d'expansion assez intéressant touchant les élèves des zones rurales loin des bibliothèques. C'est comme l'expérience de l'Association pour la promotion du Livre et de l'Écrit à Madagascar à travers des séances de lecture hebdomadaires en plein air. Il s'agit d'une stratégie de rapprochement du livre et de la lecture des enfants éloignés. Les mêmes objectifs de rapprochement des enfants pauvres de la rue du livre et de la lecture sont poursuivis à travers les bibliothèques de rues.

Leçons apprises

La principale leçon à retenir ici, c'est la réussite d'**actions de médiation simples, adaptées en milieu pauvre et répondant à des besoins réels des milieux éloignés du livre**. On ne peut pas ignorer la démarche pédagogique qui induit une médiation au sens de motivation, intéressement à la lecture. On perçoit que l'enseignant bien outillé en didactique du conte ou de lecture d'exploitation de récits ou toute fiction fouettant l'imaginaire des apprenants, rapproche l'élève du livre cultivant par ricochet le goût de lire. L'intéressement à la lecture n'est donc pas simple affaire de propagande. On peut pédagogiquement y accéder à travers un parcours didactique approprié. Cela interpelle la formation pédagogique des enseignants dont les références de base devraient intégrer cette dimension. Le potentiel médiatique du numérique se révèle aussi éloquemment.

- Revue du document « Stratégie de plaidoyer »

Son objectif est d'impulser dans les pays une dynamique amenant les décideurs à considérer le livre de jeunesse comme un enjeu central dans l'amélioration des apprentissages. Cette stratégie de plaidoyer propose de partir de l'établissement d'un cadre de travail commun aux six pays afin de créer une force d'influence en faveur de l'expansion du livre de jeunesse et du développement de la lecture. Cinq étapes privilégiées constituent la démarche méthodologique proposée : l'analyse du contexte et formalisation des problématiques à résoudre ; l'identification des leviers d'action sur lesquels agir ; le panorama des acteurs en présence et l'identification des différentes cibles, la construction d'un message à porter auprès de chacune des cibles : argumentaire commun axé sur la démonstration de l'importance centrale de la littérature de jeunesse, son impact bénéfique pour la qualité des apprentissages. La finalité est d'impulser des actions favorables au développement du livre et de la lecture auprès des jeunes publics, d'impliquer la société civile et de renforcer le rôle de l'école et des enseignants.

Leçons apprises

La principale leçon à noter, ce sont **des pistes et actions à mettre en œuvre**, matière à alimenter les **référentiels de formation** dédiée à ces acteurs.

2 . CADRE MÉTHODOLOGIQUE

- Cadre de l'étude : rappel des axes saillants du projet et des pays concernés

Il s'agit d'une étude à faire sur la stratégie de sensibilisation et d'exposition des jeunes à la littérature de jeunesse dans le cadre de la mise en œuvre du programme *Ressources éducatives* financé par l'AFD. L'institut français y travaille dans la troisième composante *Lire pour apprendre* qui vise l'accès élargi des élèves des cycles élémentaire et secondaire aux ouvrages de jeunesse en quantité et en qualité variée. L'intervention de l'Institut français dans cette composante vise notamment à la mise en place d'actions de sensibilisation et de médiation permettant de motiver la lecture et l'usage des livres de jeunesse. Afin de préparer la phase 2 du projet et les actions à déployer sur les trois années à venir, l'Institut français doit présenter **des recommandations sur les options à privilégier pour améliorer la sensibilisation et l'exposition des jeunes à la littérature de jeunesse**. Des plans d'action nationaux seront élaborés localement en lien avec les Instituts français locaux pour le Bénin, la Guinée et Madagascar. Ils intégreront un volet médiation et sensibilisation à l'usage du livre, mais à l'échelle nationale uniquement. Sur la base des recommandations des acteurs impliqués dans le projet, l'Institut français souhaite également **développer une approche régionale** et ce notamment afin :

- - D'apporter une réponse globale et structurante à des besoins communs ;

- - De favoriser le dialogue et les échanges entre les acteurs de la médiation : réseaux de bibliothécaires, enseignants, associations de promotion de la lecture et de parents d'élèves.

L'étude devra présenter des pistes complémentaires des actions prévues à l'échelle nationale par les trois pays pilotes et devra bénéficier en priorité aux six pays de la composante *Lire pour apprendre (la Guinée, le Bénin, Madagascar, le Mali, le Boukina Fasso, le Sénégal)*. Sur la base du modèle mis en place, elle pourra également être déclinable dans les 16 pays prioritaires ciblés par l'AFD. En plus de ces six pays, il s'agit des pays suivants : Burundi, Comores, Congo Brazzaville, Djibouti, Mauritanie, Niger, République centrafricaine, République démocratique du Congo, Tchad, Togo.

Délimitation du champ d'étude
Parmi les 16 pays prioritaires identifiés par le programme en Afrique subsaharienne francophone, trois pays porteront des expériences pilotes à travers des plans d'actions nationaux : Bénin, Guinée et Madagascar. Les leçons apprises des expériences nationales pourront alimenter une approche régionale de traitement des besoins communs devant rapprocher les acteurs de la médiation. Tout se fera à travers des échanges entre bibliothécaires, enseignants, parents d'élèves, et mouvements associatifs intervenant dans la promotion du livre et de la lecture.

• Cible de l'étude : rappel des profils d'acteurs ciblés

Cette étude cible en priorité « les médiateurs » du livre que sont les enseignants, les bibliothécaires, les associations de promotion du livre et de la lecture, et les parents d'élèves. Pour chacune de ces catégories, il s'agira :

- D'identifier les réseaux d'acteurs en présence ;
- De faire des propositions de formations régionales compatibles avec les spécificités des différents réseaux ;
- De présenter une série d'actions de médiation « clé en main » pouvant être proposée au sein des différents réseaux identifiés.

La mise en œuvre tiendra ainsi compte de la diversité des acteurs tant aux niveaux institutionnels publics des ministères de la culture et de l'éducation qu'aux niveaux de la société civile et des professionnels du livre.

• Méthode : les différentes étapes de l'étude

Après avoir partagé les tâches entre ARED et ARCHIVES AFRIC@ une progression harmonisée est arrêtée selon les étapes ci-après : conception, production et validation des outils de collecte de données, administration des outils aux acteurs ciblés, recueil progressif des réponses, traitement et analyse des données recueillies avec des plénières de mise en commun et de validation de commun accord. Il en va ainsi pour la structuration, la rédaction et la validation du rapport final.

- Outils de collecte des données :

Au terme de larges échanges de vues, les deux équipes ont retenu de commun accord les outils de collecte ci-après : questionnaire spécifique au profil de poste de chaque cible : les directions nationales (DEE, DEMSG, INEADE, DALN) les enseignants (professeurs de français, instituteurs et directeurs d'écoles élémentaires), les élus locaux, les bibliothécaires, DAGE, les IA et IEF. Il y'a eu en outre des entretiens en groupes concernant les enseignants et élèves des cycles élémentaires et moyen secondaire.

On note en plus les ateliers interactifs ci-dessous cités (voir « échantillonnage »)

- QUESTIONNAIRES/ Échantillonnage : pour chaque réseau, toucher un nombre représentatif

Eu égard au temps assez court imparti à l'étude, l'option est de toucher pour chaque groupe de cibles, un nombre jugé représentatif par rapport aux spécificités du groupe et capable de par l'expertise incarnée, à réagir de façon assez instructive par rapport aux objectifs poursuivis. C'est ainsi qu'au Sénégal au moins, pour chaque cible 10% des cibles sont touchés à travers questionnaires et entretiens. Il s'agit des Directions nationales de l'administration scolaire (enseignement élémentaire, enseignement moyen et secondaire, langues nationales, Institut pédagogique de recherche) et du ministère de la culture (livre et lecture). Le questionnaire a aussi touché les partenaires techniques et financiers de l'Education nationale ainsi que les élus locaux. Les enseignants et élèves du cycle élémentaire, ceux du cycle moyen général, ont été entendus à travers un entretien en focus group. Les mêmes questionnaires et guides d'entretien ont été envoyés dans les 3 pays pilotes pour avoir des nouveaux éléments de comparaison avec les données analysées dans l'étude /pays et le Rapport de l'UNESCO. La recherche de données a été diversement étendue à toute cible ou source pouvant édifier sur la problématique de l'Etude.

A côté des acteurs institutionnels, existent plusieurs autres intervenants, **associations de promotion de la lecture, Associations de parents d'élèves, acteurs privés, Instituts français et Alliances françaises**, qui sont mobilisés dans la promotion de la lecture et qui ont été ciblés dans l'Etude.

Ainsi différents questionnaires ont été élaborés, en fonction des acteurs ciblés (cf. liste en annexe).

- Testing et administration des outils de collecte de données

A la suite d'un bref essai de l'utilisation du dispositif numérique de questionnement avec googleform, l'administration progressive des outils a été faite à temps auprès de toutes les cibles identifiées.

ENTRETIENS DE GROUPES ET ATELIERS INTERACTIFS

Les questionnaires ont été complétés par des **entretiens de groupes** avec des élèves et la tenue **d'ateliers interactifs**. Ces ateliers ont réuni différents experts de profils différents :

- ✓ Atelier avec l'association des **conteurs**, des **auteurs pour enfants**, parents **d'élèves**, directrices **d'établissements pré scolaires** (part de l'oralité et du ludique dans les apprentissages). Cet atelier tenu

au siège de BD PASSION a permis de vivre en direct l'ambiance d'un cadre associatif de promotion de la lecture et de mettre en synergie conteurs, auteurs pour enfants, parents d'élèves soucieux de cultiver le goût de la lecture chez leurs enfants et petits-enfants et de découvrir en chaque intervenant des ressources insoupçonnées en médiation ;

- ✓ Atelier avec les professeurs de français (président et membre du bureau, représentants des CNFPE, CRFPE, et membres du RESACLAP.
- ✓ Cela a été l'occasion de passer en revue, la baisse du volume horaire consacré à leur enseignement en faveur des disciplines scientifiques(ce qui réduit le temps consacré à la lecture) les différentes actions de médiation promues par l'ASPF et le RESACLAP en dehors des heures de classe, le manque de réactualisation de la liste des livres au programme, les besoins de formation initiale et continue en médiation, la perception souvent négative que la communauté éducative peut avoir de la bibliothèque et l'impérieuse nécessité de corriger de tels travers ... (par exemple certains professeurs pour punir un élève qui a un mauvais comportement pendant le cours, l'envoient à la bibliothèque et il n'est autorisé à revenir en classe qu'au cours suivant ...
- ✓ Atelier avec **les bibliothécaires du réseau professionnel et du réseau associatif-privé**. Ces échanges ont eu lieu dans l'enceinte de la -médiathèque de Bargny, véritable joyau réalisé par l'association ***sunu bibliotech***

Cela a été l'occasion de créer une belle synergie entre le secteur associatif, et institutionnel (DLL), le Programme ***Jaggandoo*** conduit par LARTES (UCAD), bibliothécaires et animateurs.

- ✓ Atelier sur la formation à la médiation avec l'EBAD : le directeur de l'EBAD avec tous ses collaborateurs ; échanges interactifs entre bibliothécaires -acteurs sur le terrain, la représentante IF et les responsables de formation à l'EBAD. Présentation du Projet RE, besoins de formation des médiateurs, quelle offre de l'EBAD pour répondre à ces besoins aussi bien en formation initiale que continue. Voir fiche synoptique de présentation de l'EBAD en annexe

NB : pendant ces ateliers beaucoup de participants se sont prononcés en tant que professionnel et en tant que parents d'élèves sur certains aspects.

Récapitulatif des acteurs interrogés

Acteurs	Nombre d'acteurs interrogés
Enseignants du Primaire	82
Directeurs nationaux	6
Élus locaux	9
Inspecteurs	8
PTF	7

Professeurs	40 + 10 en atelier interactif
Bibliothécaires et coordonnateurs des réseaux	16
Instituts français	3
Alliances françaises	3
Associations de promotion de la lecture + Conteurs	5 + 5
Parents d'élèves	50
Elèves	4 focus groupe (ayant touché une centaine d'élèves au total)

3. CADRE ANALYTIQUE

• Cadre juridique

Il existe un arsenal de textes législatifs et réglementaires (Sénégal, Bénin, Burkina, Mali...) : Convention de Berne (pour la protection des droits d'auteur), Accord de Florence et Protocole de Nairobi relatifs à la circulation des objets à caractère éducatif, scientifique et culturels (sans impact véritable en termes de circulation des livres africains ne serait-ce qu'au niveau de la sous-région africaine, encore moins dans le sens SUD/NORD)

Par ailleurs malgré la formulation de politiques très ambitieuses pour le développement des bibliothèques publiques, un maillage significatif des territoires est toujours attendu. Les nouveaux engagements pris par rapport à l'atteinte des ODD notamment l'article 4 ne devraient pas rester lettre morte.

Dans le secteur du livre, en termes de développement cohérent du secteur du livre en général de la littérature de jeunesse en particulier, pas de stratégie nationale mettant en synergie les acteurs concernés dans une démarche transversale (Education, Culture, jeunesse, famille, enfance) et multi acteurs (institutions, professionnels, associatifs, privés) et soucieux d'un développement harmonieux des différents maillons de la chaîne du livre (création -Edition – Diffusion), réseau de bibliothèques articulées, politique de promotion de la lecture et du développement des compétences en lecture, et du goût de lire auprès des enfants.

• Offre de lecture dans le secteur de l'éducation

3.21. Dans l'élémentaire

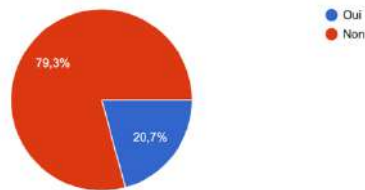
Nous privilégions ici des données partielles concernant les bibliothèques scolaires dont l'exploitation peut avoir du sens dans la stratégie de médiation.

Toutes les autres données collectées, intrants d'analyse ayant inspiré nos recommandations finales sont annexées au présent rapport d'étude.

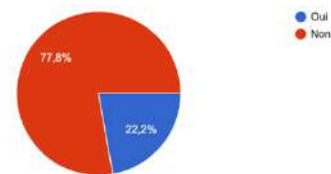
On note une faiblesse du réseau de bibliothèques scolaires malgré une volonté politique affichée pour développer le livre et la lecture.

Existe-t-il une bibliothèque dans votre établissement/commune ?

Réponses des enseignants et directeurs d'écoles



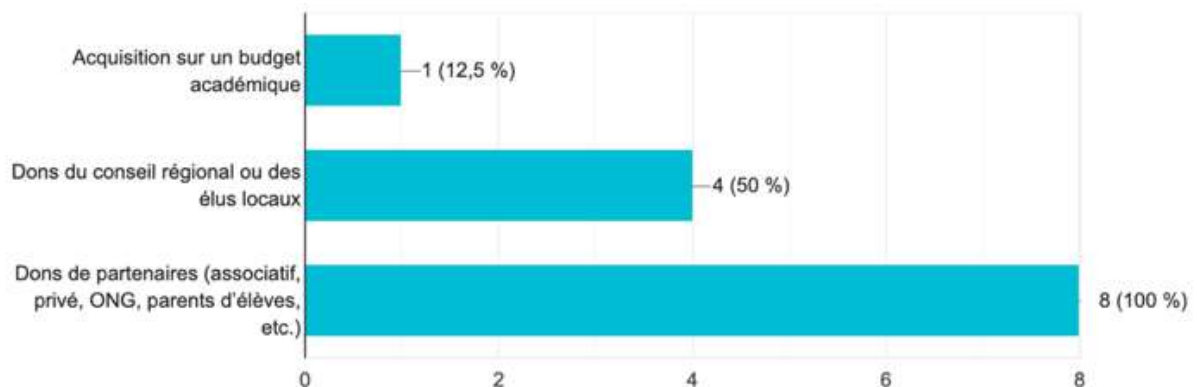
Réponses des élus locaux



En effet, 79,3% des enseignants enquêtés répondent qu'il n'existe pas de bibliothèque dans leurs établissements contre 77,8 % des élus locaux¹. Cette faiblesse peut s'expliquer et se comprendre à divers niveaux mais ne se justifie pas. Le contexte socio-économique des pays en question, marqué par une faiblesse des budgets d'acquisition d'ouvrages scolaires en constitue une explication.

D'où proviennent les ouvrages du fonds de bibliothèques ?

Réponses des inspecteurs de l'éducation



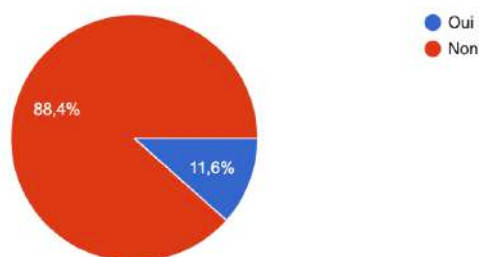
Face à d'énormes besoins en manuels scolaires, les États sont dans l'obligation d'affecter l'essentiel des finances à l'acquisition de manuels scolaires. D'ailleurs, malgré des efforts soutenus par les partenaires techniques et financiers de l'éducation, de réelles difficultés s'affichent concernant la réalisation durable de bons ratios. Selon les inspecteurs enquêtés, 100% ont affirmé que les dotations des bibliothèques étaient réalisées avec l'appui des partenaires techniques et financiers². Compte tenu des forts taux d'accroissement de la population élèves et son corollaire, l'accroissement inévitable des besoins en manuels scolaires toutes disciplines confondues, l'hypothèse d'une capacité nationale autonome en développement et approvisionnement durable des bibliothèques scolaires est difficilement concevable. A cette difficulté

¹ Source ARED-enquête étude sur la médiation

² Source ARED-enquête étude sur la médiation

financière, il faut ajouter d'autres catégories de difficultés. Parmi celles-ci, on peut noter un déficit d'agents aux compétences exclusivement dédiées à l'animation, au management et à la gestion de bibliothèques scolaires ». Selon les personnes enquêtées, 86,7 % affirment que les bibliothèques scolaires sont gérées par les enseignants³. Pour cette raison, vérifiable dans chacun des 6 pays, il faut une approche nouvelle et des options correctives plus osées à engager. C'est une urgence, eu égard aux retombées qualitatives de la lecture sur les apprentissages de base. C'est d'autant plus problématique que parmi les rares enseignants volontaires qui s'occupent des bibliothèques, il y en a peu qui ait reçu une formation ou capacitation spécifique en matière de médiation. Les résultats de l'enquête sur les enseignants et les directeurs montrent que 88,4 % des répondants n'ont jamais reçu une formation en médiation autour des livres de jeunesse.

Avez-vous reçu une formation en médiation autour des livres de jeunesse ?



A l'insuffisance notoire des bibliothèques scolaires, répond comme un écho, la rareté des bibliothécaires professionnels dans l'espace scolaire. En outre, avec un faible pouvoir d'achat des parents d'élèves, en milieu urbain comme rural, l'achat conséquent d'ouvrages de lecture, variés en quantité et en qualité, n'est pas une piste de solutions. On peut y greffer sans risque de contradictions parce que vérifier à travers plusieurs évaluations des rendements, que le niveau de langue baisse, l'usage de la langue en communauté étant rarissime !

3.22 Dans le moyen -secondaire

Le questionnaire destiné aux enseignants de français du Sénégal a été envoyé dans le groupe WhatsApp de l'ASPF regroupant plus de 200 membres sur l'ensemble du territoire sénégalais. Au total 40 professeurs de français ont répondu au questionnaire dont 22 hommes et 18 femmes. 95% des répondants travaillent dans un établissement public contre 5 % qui sont dans le privé dans 9 académies représentées.

Dans 85% des établissements, on retrouve un espace dédié à la bibliothèque. 59,5% d'entre elles sont accessibles. 76,3% des répondants estiment que la bibliothèque de leur établissement est assez fournie en ouvrages mais l'espace est peu fonctionnel. Avec des collections didactiques, des œuvres intégrales qui sont des ouvrages classiques mais peu d'ouvrages qui sortent du cadre scolaire. **Dans 58,8% des écoles, c'est un seul agent qui est préposé à la tâche de la bibliothèque. Dans les 35,3%, il est assisté par un autre agent**

³ Source ARED-enquête étude sur la médiation

qui peut être un enseignant ou un surveillant détaché ou encore le comptable matières qui est reconverti à cette tâche, un personnel **non qualifié**.

Les bibliothèques des établissements ne sont pas très fréquentées. **71% des répondants estiment que la bibliothèque est souvent déserte** pour plusieurs raisons dont le manque de motivation des élèves, l'influence du numérique qui a entraîné un désintérêt de la lecture, les types d'ouvrages qu'on y trouve (manuels), le non renouvellement des stocks, etc.

Dans les différentes localités, il existe d'autres endroits où on peut trouver des livres (70%) qui sont des centres culturels (67,9%), des bibliothèques publiques (21,4%), des bibliothèques privées (10,7%) où on organise des conférences- débats, génies en herbe, des ateliers de lecture avec les activités du CLAP, des séances de déclamation de poèmes, des cafés littéraires, etc.

47,4% des répondants confirment la présence d'équipements informatiques mais en faible quantité (en moyenne entre 10 et 20) s'ils ne sont pas défectueux. Pour l'essentiel, il s'agit de **dons de partenaires (50%)**, du Ministère, de la Direction du Livre et de la Lecture ou parfois c'est l'école qui achète sur son maigre budget (12,5%). Là où elles existent, elles sont autonomes par rapport à la bibliothèque. **C'est seulement dans 18,2% des établissements que les salles informatiques sont intégrées à l'espace bibliothèque.** 57% des enseignants utilisent les ressources électroniques avec leurs élèves contre 42,1% qui ne le font pas.

La moitié des répondants (50%) estime que les élèves ne lisent pas à cause de l'absence d'activités de lecture encouragées par le programme, le déphasage des « œuvres au programme » par rapport à leur environnement et leur attente ; le manque de volonté ou de motivation chez les élèves d'une part, l'absence de sensibilisation autour du livre, l'influence des TIC, etc. d'autre part.

Pour 47,5 des enseignants, il n'existe pas d'activité de médiation pour susciter le goût de la lecture. Cependant, Il y a des manifestations diverses autour du livre comme les exposés de thèmes en rapport avec les œuvres au programme, les résumés de chapitres des œuvres du programme ; les séances de lecture et études de textes obligatoires, les séances tenues par le Club de Littérature d'Art et de Philosophie du Lycée (CLAP), les conférences pour sensibiliser sur la lecture, initiées par des professeurs de français, etc.

Dans le cadre de la promotion du livre, 72,5%, des répondants citent des activités complémentaires comme **les conférences- débats, les clubs de lecture, les salons du livre.**

Le besoin de formation en médiation est exprimé par la majorité (86,1%) des enseignants.

Par ailleurs, concernant la question linguistique, **87,5% des répondants estiment que l'utilisation des langues nationales peut beaucoup aider à faire acquérir des compétences de lecture et faciliterait l'entrée aux autres apprentissages.**

Des actions de plaidoyer doivent être envisagées, notamment dans les réseaux sociaux, à la radio, et à la télévision, et par le biais des campagnes nationales, de rencontres littéraires, etc.

Comme recommandations, il y a nécessité de doter les établissements d'ouvrages de qualité, **d'augmenter le budget des écoles, surtout la rubrique « acquisition d'ouvrages »**, de mettre en place **un comité de sélection**

des ouvrages afin de constituer un fonds type pour tous les établissements scolaires et d'avoir une **bonne politique d'acquisition et de développement/ renouvellement des collections**. Il faut également mettre en place **des bibliothèques dans les écoles**, doter les établissements scolaires d'équipements informatiques de bonne qualité, lier la bibliothèque à la salle informatique, équiper les bibliothèques **pour améliorer le confort des élèves et des enseignants**.

Enfin, **il est utile d'introduire un module de formation en médiation dans les établissements de formation des enseignants et/ou dans les centres de formation continue et de former les professeurs à la médiation (formation initiale et continue)**.

Les tendances essentielles qui sortent de cette étude locale ont été confirmées, à défaut de réponses aux questionnaires, par des échanges interpersonnels (WhatsApp, notamment) avec les professeurs de français des autres pays.

• Le secteur de la Culture

Si la première offre de lecture pour les élèves se fait par la bibliothèque de l'école, du collège ou du lycée il va sans dire que les bibliothèques publiques qui doivent offrir leurs services à tous doivent aussi consacrer des services en destination des élèves. Dans la dynamique d'un fonctionnement en réseau, les services de la bibliothèque publique sont complémentaires de ceux de la bibliothèque scolaire. C'est pour cela que d'emblée l'équipe de recherche n'a pas voulu dissocier ces deux services de bibliothèques qui doivent **en complémentarité** répondre aux besoins de loisirs, de culture, de recherche et d'apprentissage des élèves...

3.3.1. Le secteur institutionnel de la lecture publique ou l'exigence d'un maillage plus complet des territoires

3.311. Les Bibliothèques publiques

La lecture publique, ce sont les actions en direction des publics les plus éloignés de la culture du livre, de l'écrit et du numérique (Actions en milieu carcéral et en milieu hospitalier ; actions en direction des personnes handicapées; actions en direction des populations analphabètes, les femmes à la base pour leur permettre d'être mieux outillées pour mieux assumer les rôles sociaux multiples qui leur incombent ; actions pour répondre aux besoins émotifs et culturels des enfants par des livres qui nourrissent leur imaginaire, de beaux livres qui leur donnent du plaisir et qui leur feront aimer la lecture...

Le premier problème pour les élèves, en dehors de ne pas disposer de bibliothèques scolaires fonctionnelles au cœur de leurs établissements, c'est de ne pouvoir se reposer dans **une bibliothèque publique de proximité**.

Partout dans les 6 pays concernés par l'étude, le réseau de bibliothèques publiques est réduit à son ossature de départ, c'est-à-dire l'échelon régional et ces bibliothèques ne peuvent même pas satisfaire les besoins de leur commune d'implantation à fortiori ceux du territoire régional. Peu d'initiatives sont prises pour assurer une desserte mobile -en utilisant les moyens de transport disponibles- afin de rapprocher les livres vers les

populations éloignées. Au Mali, la bibliothèque pouvait rouler sur les rails et aller vers la rencontre des lecteurs...

Le Sénégal dispose d'atouts certains, comme **l'existence d'un cadre juridique ambitieux** pour le développement de la lecture et des bibliothèques, **la création de la Direction du Livre et de la Lecture (D.L.L.) pour coordonner la politique nationale** ; une école nationale de formation des bibliothécaires ; un appui substantiel de l'Etat (500 millions) pour impulser l'édition... Paradoxalement le Réseau national de lecture publique, qui prévoyait le maillage des différents échelons territoriaux, s'est arrêté au niveau régional et reste encore à construire : 14 bibliothèques régionales, intégrées aux centres culturels régionaux. Sans moyen de desserte mobile, le réseau existant peine à toucher les populations à la base du fait du maillage trop faible du territoire national en bibliothèques et aussi de la non accessibilité de livres de tous genres, dans les différentes langues (français, langues nationales, arabe...) pour répondre aux besoins des populations les plus larges ; manque de personnel qualifié et motivé (bénévoles). Sur cette question, on note une petite évolution avec la DLL qui a engagé -à son compte- des bibliothécaires professionnels pour gérer certaines bibliothèques régionales (Kaolack, Louga, Kaffrine, Ziguinchor, Matam). L'objectif est d'arriver à mettre sur l'ensemble du réseau institutionnel des professionnels pour plus d'efficacité. Il convient aussi de noter, qu'au niveau de la DLL, des efforts significatifs sont consentis chaque année pour aider au développement et à la diversification des fonds documentaires des bibliothèques relevant du réseau institutionnel, comme des initiatives privées ou municipales.

3.312. Le Réseau des CLAC

Pour réduire les inégalités entre zones urbaines et rurales en matière d'accès à l'information, l'OIF a soutenu la création et le fonctionnement d'un réseau de Centres de Lecture et d'Animation Culturelle (CLAC) dans plusieurs pays. Les CLAC offrent des services d'information en milieu rural et visent ainsi à décloisonner des populations qui n'avaient aucun accès à des services d'information, de documentation et d'animation culturelle. Les CLAC sont ainsi répartis : Sénégal (19), Madagascar (10), Guinée (10), Bénin (20), Burkina FASO (11).

3.313. Les Instituts français et les Alliances françaises

Les médiathèques des Instituts Français en Afrique constituent des lieux phares d'accès aux savoirs et de rencontres, souvent uniques dans leur environnement.

Engagées depuis quelques années dans un processus d'évolution, centrée sur les services aux publics et la transformation des espaces en tiers-lieu (convivialité, sociabilité, coworking, innovation technologique), les médiathèques correspondent davantage à la stratégie de formation (enseignement-apprentissage) des publics pour faciliter leur développement personnel.

A travers la formation continue, les médiathécaires ont joué un grand rôle d'animation, de socialisation et même de conquête de publics de moins en moins captifs. Ceci les amène aujourd'hui à avoir une posture de formateurs et d'accompagnateurs. Cette nouvelle politique est soutenue par le renforcement des capacités des agents pour une meilleure prise en charge des publics.

Plusieurs axes de réflexion ont permis aux médiathèques des IF de relancer leur politique de médiation :

- Renforcer le partenariat inter bibliothèques
- Partenariat avec les clubs universitaires
- Partenariat avec les établissements scolaires

A la question relative à la nécessité de formaliser un partenariat officiel avec les établissements scolaires par le biais du Ministère chargé de l'Education, pour mener, entre autres, des programmes conjoints d'animation et de médiation autour de la littérature de jeunesse, l'IF du Bénin a déjà formalisé ce partenariat. L'IF de Madagascar a estimé que ce n'était pas obligatoire. Mais, avec des objectifs d'implication des acteurs institutionnels et des visées de pérennisation du projet *Ressources éducatives*, c'est indispensable.

3.314 La lecture publique à l'ère de la décentralisation. La lecture publique à l'ère de la décentralisation, les responsabilités des collectivités territoriales

Avec le processus de décentralisation en cours dans les différents pays de notre étude, on assiste à une nouvelle ère de gouvernance publique, dévolue aux Collectivités territoriales (« départements » et « communes » ou autres appellations correspondantes

Il s'agit surtout pour les autorités de rompre les clivages urbain-rural et de bâtir le développement territorial, équitable et durable à partir des atouts, potentialités et opportunités de chaque territoire ; travailler pour que les communes -qu'elles soient urbaines ou rurales- puissent avoir les mêmes possibilités de développement pour leur population.

Défis et opportunités:

- ✓ Eviter la dislocation, l'isolement, l'autarcie (bibliothèques comme mosaïques isolées sans lien, pour favoriser le travail en réseau, avec une certaine hiérarchie en fonction de l'échelon territorial.
 - Proximité communale, Solidarité départementale, planification régionale / nationale
 - L'Etat assure l'impulsion du secteur du livre : Réflexions, orientations (missions, objectifs, en corrélations avec les plans nationaux de développement (économique, social, culturel...
- ✓ Financement : régler le problème du financement conséquent des départements et communes, par rapport aux compétences qui leur sont dévolues. L'Etat propose de s'appuyer notamment sur la coopération décentralisée et l'élargissement de la fiscalité locale.

On sait qu'en matière de coopération décentralisée les collectivités locales ont toujours mis l'accent sur la santé, l'accès à l'eau potable, les activités génératrices de revenu et très rarement sur le culturel.

Donc sensibilisation nécessaire des élus locaux pour intégrer le volet lecture publique dans les accords avec les partenaires... à insérer à la politique locale de développement culturel.

Le Réseau associatif et privé : un réseau dynamique, à promouvoir

Les petites actions de proximité relèvent plutôt d'initiatives privées ou d'associations de promotion de la lecture.

Le secteur associatif, un secteur dynamique à renforcer

Dans les différents pays de l'étude, le secteur associatif s'illustre par un dynamisme remarquable. Qu'il s'agisse d'associations éducatives, culturelles ou de professionnels du livre, elles mènent des activités de promotion du livre et de la lecture et prennent des initiatives qui peuvent toutes être considérées comme une vraie valeur ajoutée à la problématique de la médiation.

Au Bénin, en Guinée, à Madagascar, au Sénégal, au Mali, dans tous les pays des activités innovantes sont menées par ces associations.

- La maison d'édition Ruisseaux d'Afrique organise la Selibej, la Semaine béninoise de la littérature jeunesse et le prix de l'illustrateur du livre de jeunesse ;

Saveurslivresques.org, 2019 ;

Caravane du livre et de la lecture ;

Le Prix maison TV5 de Natitingou du jeune lecteur

La lecture au Bénin profite également du dynamisme de plusieurs associations, portées souvent par l'énergie d'individus passionnés par le livre ou les enjeux éducatifs. On peut citer à cet égard :

- Elvis Thidi, coordonnateur national de l'association EDeC-Bénin, qui organise, à Comé, des animations littéraires autour des livres au programme scolaire (Sauvons la Lecture) ; le Prix maison TV5 de Natitingou du jeune lecteur. Jérôme Chékété, enseignante de français (membre de l'Apfb - Ouémé), organise la Foire des livres au programme dans plusieurs collèges et Lycées de Ouémé et participe à l'organisation de l'événement La Caravane du livre et de la lecture ;

- Victorine Kèmonou Djitrinou, présidente de la fondation Reine Hangbé. Elle met à la disposition des écoliers, lycéens et collégiens de Porto-Novo un bibliobus ;

- Brice Bonou, entrepreneur culture, organise le Concours national d'écriture Plumes Dorées.

Le Bénin montre également une forte capacité de mobilisation sur le sujet de la littérature enfantine. Depuis plusieurs années, la Semaine du livre béninois de jeunesse (Selibej), une organisation issue de la synergie d'acteur-ices du secteur du livre jeunesse (éditeur-ices, auteur-ices, illustrateur-ices) produit un événement éponyme.

Cet événement à rayonnement régional permet le partage de pratiques (ateliers etc.), et la valorisation des productions (prix, etc.) auprès d'un public jeune comme averti. On peut également citer le Concours littéraire Miss Littérature, initié à l'origine au Bénin en 2016, par Carmen Toudonou pour promouvoir l'excellence littéraire et susciter davantage d'intérêt chez les jeunes filles pour le livre.¹⁰⁸ L'ambition de l'initiatrice : « c'est la formation de la relève littéraire féminine africaine, voire mondiale.

Fort de son succès initial, cette initiative s'est diffusée aux pays voisins (Burkina Faso le Cameroun, la Côte d'Ivoire, la Guinée Conakry, le Niger, le Tchad et le Togo), et a permis en 2019 et 2020 d'organiser des finales régionales du concours.

Une telle initiative mérite d'être retenue car au-delà de la promotion du livre et de la lecture, elle a une portée culturelle très forte car les filles ne sont plus jugées sur la beauté de leurs corps mais sur leurs qualités intellectuelles.

Si on peut saluer toutes ces initiatives, on ne peut pas ne pas mettre en exergue la menace principale qui pèse sur leur existence à long terme, à cause du manque d'adossement au secteur institutionnel et leur précarité liée à leur dépendance totale à l'endroit de partenaires financiers qui peuvent se retirer à tout moment.

L'arrêt des mini-bibliothèques de la fondation Zinsou, après avoir contribué à la lecture publique pendant une quinzaine d'années en est un exemple.

Il arrive que des initiatives importantes qui contribuent au développement du livre et de la lecture soient méconnues des instances décisionnelles du pays concerné. D'où la nécessité, au niveau de chaque pays, d'abord d'élaborer un répertoire national des associations et des personnes intervenant dans le développement du livre et de la lecture et de mettre, de manière concertée un dispositif d'évaluation des actions menées, de leur impact comme valeur ajoutées aux politiques nationales, des synergies nécessaires à créer avec d'autres associations aux activités complémentaires et de déterminer l'accompagnement nécessaire pour leur pérennité.

Ces données nationales serviront à alimenter une base de données régionales africaine voire internationale (projet mis en œuvre par le Projet Ressources éducatives)

Les langues nationales pour faciliter les apprentissages

Tous les pays concernés par le projet Ressources Educatives ont le particularisme d'utiliser le français comme langue officielle et langue d'enseignement dans un contexte de plurilinguisme. Aujourd'hui il est établi que les difficultés d'apprentissage des élèves sont une conséquence du déficit de maîtrise de la langue d'enseignement et que les enfants apprennent mieux quand la langue maternelle est utilisée. Les expériences menées par l'USAID au Rwanda (2011) au Mali (2016) et au Sénégal (2014/2018, suite à la réussite d'un projet pilote initié par ARED en 2009) en sont après plusieurs années de mise en œuvre, une illustration éloquent. Il en est de même des **expériences pilotes au Sénégal (mais d'intérêt continental)** :

- **Le Programme Lecture Pour Tous (LPT)** une innovation majeure pour l'acquisition précoce de la lecture par les langues nationales à travers une collection riche et variée dans une diversité thématique véhiculant les réalités socio-culturelles des apprenants.
- **Le programme Jàggandoo (Apprenons ensemble)** interview avec Abdou Salam FALL, directeur du LARTHES, maître d'œuvre de ce programme d'évaluation des apprentissages au niveau élémentaire et activités de REMEDIATION en lecture apporte des lumières dans ce sens.

RECOMMANDATIONS

Toutes les recommandations représentent un compromis entre ce que nous aspirons à atteindre et le but auquel nous pouvons raisonnablement parvenir.

Cet état des lieux qui confirme la grande misère de l'offre générale de lecture pour les élèves en Afrique subsaharienne, déjà révélée par le diagnostic réalisé par l'UNESCO ainsi que les études diagnostiques commanditées par l'Institut français, doit être jaugé à l'aune des principes directeurs qui régissent les bibliothèques scolaires (et publiques).

Nous avons jugé intéressant d'évaluer les performances (et les contreperformances) des services de bibliothèques à la lumière des principes directeurs qui régissent les bibliothèques scolaires, tels que définis par l'UNESCO et l'IFLA.

L'IFLA (Fédération Internationale des Associations de Bibliothécaires et des Bibliothèques) est la structure faîtière des bibliothèques de par le monde et de par son expertise de plus d'un demi-siècle, fait autorité dans le domaine. Elle a eu à élaborer plusieurs instruments servant de Recommandations pour les différents types de bibliothèques. Nous retiendrons pour les bibliothèques scolaires quelques principes majeurs en étroite relation avec l'objet de notre étude.

Cet exercice est important car c'est à la lumière de ces principes directeurs que nous pouvons véritablement mesurer le gap immense qu'il y a entre l'existant, l'offre de lecture actuellement disponible, et l'offre de qualité à laquelle peuvent aspirer nos élèves, cette jeunesse dont on dit qu'elle est l'avenir du continent.

Et surtout, nos recommandations pour une stratégie de sensibilisation et de médiation doivent commencer par l'amélioration des conditions d'accueil des élèves en bibliothèque et la diversité des collections qui leur sont proposées. Ce sont des pré requis à toute activité de médiation.

Mission de la bibliothèque scolaire telle que définie par l'IFLA et l'Unesco

La bibliothèque scolaire représente souvent un des premiers lieux culturels fréquentés par les jeunes. Selon le manifeste de l'IFLA/UNESCO, la bibliothèque scolaire se doit d'être un lieu d'accès à l'information et au savoir égalitaire pour tous : un lieu neutre, sans discrimination, sans censure idéologique, avec des ressources matérielles (livres) et numériques (accès aux technologies)¹.

Elle participe à améliorer la littératie des élèves, en travaillant en partenariat avec les professeurs et en entretenant l'habitude et le plaisir de lire. (IFLA). Cette vocation est celle qui vient naturellement à l'esprit mais la bibliothèque scolaire doit aller plus loin dans ses missions.

En effet, elle est un lieu privilégié de formation des compétences informationnelles (recherche, évaluation et utilisation de l'information). **Elle favorise l'autonomie des élèves et participe à la formation de leur esprit critique.** Elle est également une **source d'identité culturelle et communautaire**, tout en mettant en contact les élèves avec des expériences très diverses, locales et mondiales.

Pour ce faire, le bibliothécaire scolaire aide à identifier et utiliser les ressources disponibles, qu'il s'agisse d'outils de recherche, de documents d'information, d'œuvres de fiction

La bibliothèque scolaire au XXI^e siècle répond à quatre axes : pédagogique, culturel, numérique et collaboratif. Sous cet angle, les recommandations ci-après sont à retenir.

Recommandation 1 : Plaidoyer pour sensibiliser les décideurs compétents (ministères chargés de l'Education, la Culture, collectivités territoriales) sur **l'importance de la bibliothèque scolaire comme dispositif majeur du système éducatif.**

Les éléments essentiels pour la réussite de la bibliothèque scolaire sont les suivants : **le local, les collections et les personnels** (le bibliothécaire scolaire et les auxiliaires qui l'assistent). Toute médiation, toute tentative pour intéresser les élèves à la bibliothèque, les sensibiliser à la lecture, susciter en eux le goût de lire et l'envie d'apprendre doit s'appuyer sur ces pré requis pour aboutir !

Espaces

Espaces jugés indispensables pour une vraie bibliothèque scolaire :

- Un espace d'étude et de recherche (bureau d'information, catalogues, tables de travail...)
 - Un espace de lecture (romans, périodiques...)
 - Un espace pour les apprentissages (pouvant accueillir un petit groupe ou une classe entière, avec des outils numériques)
 - Un espace de production documentaire et de travail en groupe
 - Un espace de gestion (bureaux de gestion, réserve pour les archives et les équipements)
 -

Recommandation 2 : **La bibliothèque est avant tout un espace convivial que l'élève a du plaisir à fréquenter.** Rénover les locaux des bibliothèques régulièrement, agrandir si besoin (elle doit au minimum pouvoir accueillir une salle de classe), sinon trouver dans l'école ou en dehors des espaces à aménager qui peuvent s'adapter à certaines activités.

Et pour trouver une solution dans la durée, **inscrire la bibliothèque dans tout nouveau projet de création d'un établissement scolaire. En faire une condition incontournable.** La création et l'équipement de bibliothèque font partie intégrante de tout projet d'ouverture d'établissement scolaire ; les normes requises feront l'objet d'une réglementation à l'intention des porteurs de projets d'établissement. **Construire des bibliothèques scolaires aux normes.**

Les collections de la bibliothèque scolaire

Les bibliothécaires scolaires travaillent avec les personnels administratifs et les enseignants afin de concevoir une politique d'acquisition qui aide à la création et à l'entretien du fonds documentaire pédagogique de la bibliothèque. **Cette politique d'acquisition doit prendre appui sur les programmes scolaires ainsi que sur les besoins et intérêts particuliers de la communauté éducative, et elle doit refléter la diversité de la société en dehors de l'école.** Cette politique intègre le principe selon lequel la constitution d'une collection s'appuie sur une démarche collaborative et que les enseignants, en tant qu'experts ayant une bonne connaissance des besoins des élèves, ont un rôle important à jouer pour aider à la constitution et au développement des collections de la bibliothèque.

Recommandation 3 : S'assurer que la **bibliothèque scolaire acquière des ressources créées à la fois localement et internationalement et qui reflètent les identités nationales, ethniques, culturelles, linguistiques et autochtones des membres de la communauté scolaire tout en leur offrant des perspectives d'ouverture enrichissantes.** Cette recommandation en appelle une autre :

Recommandation 4 : Encourager la **production littéraire endogène, par le soutien à la création littéraire et à l'édition locale :** La création littéraire et la production d'ouvrages scientifiques et techniques doivent être stimulées par l'organisation de concours, d'ateliers d'écriture et d'illustrations, l'octroi de prix littéraires et distinctions diverses et l'attribution de bourses d'études aux auteurs.

La création littéraire doit être accompagnée par une politique d'aide à l'édition (un effort notable est fait au Sénégal, et dans une moindre mesure au Bénin) Un tel effort doit être généralisé en Afrique tout en veillant à ce que **le secteur de l'art graphique et l'édition réponde aux besoins émotifs, esthétiques, éducatifs et culturels** des jeunes et de manière plus générale aux besoins des populations les plus larges, compte dûment tenu des considérations de qualité, de quantité, de prix et de diversité ;

La tradition orale : contes, épopées, chroniques historiques, comptines, proverbes, chants, poèmes, etc... constitue un riche patrimoine littéraire, artistique, historique, philosophique, politique, social, une sève nourricière inépuisable pour alimenter la littérature de jeunesse dans les langues africaines et ouvre des perspectives intéressantes de coproduction entre éditeurs africains d'une part et éditeurs africains et français d'autre part par le biais de la traduction

Une telle stratégie - production locale de qualité, coproduction, et acquisition du meilleur de l'édition africaine et internationale (française, notamment) est la seule en mesure de garantir **le développement de collections pertinentes aptes à entretenir l'enthousiasme des jeunes et faciliter les actions de médiation.**

Les personnels des bibliothèques scolaires : la bibliothèque scolaire étant au service de l'enseignement et de l'apprentissage, elle doit être placée sous la responsabilité de professionnels ayant le même niveau d'études et de qualification que les enseignants de discipline. Le bibliothécaire scolaire doit avoir des qualifications reconnues en bibliothéconomie scolaire et en pédagogie afin de posséder l'expertise professionnelle nécessaire à ses missions : enseignement, promotion de la lecture et de l'écriture, gestion de la bibliothèque, travail collaboratif avec les enseignants et implication au sein de la communauté éducative. Il ne peut pas tout faire seul par conséquent, il /elle doit être assisté(e) par des auxiliaires. Le travail en bibliothèque est un travail d'équipe.

Recommandation 5 : Confier la **gestion de la bibliothèque scolaire à un bibliothécaire professionnel ou un enseignant formé aux tâches bibliothéconomiques ; prévoir des auxiliaires pour aider et veiller à la formation continue des personnels.**

Avec l'évolution du numérique, les personnels des bibliothèques scolaires ont de plus en plus besoin de développer et d'améliorer leurs compétences numériques en ce domaine ; ils doivent travailler avec les autres au sein de la communauté scolaire en vue de développer et d'améliorer les compétences et connaissances numériques des élèves et des autres enseignants. Partout dans le monde, les services et programmes des bibliothèques scolaires ont été ou vont être affectés par les changements induits par les technologies numériques et mobiles, et ces transformations rendent de plus en plus nécessaire l'enseignement des principes de la citoyenneté numérique.

Recommandation 6 : L'environnement de l'école évolue, et la bibliothèque, avec ! La formation au numérique est une exigence absolue pour que les bibliothécaires et les enseignants soient dotés des compétences et connaissances numériques nécessaires pour accompagner les élèves.

Cadre légal et financier : Une bibliothèque scolaire existe au sein d'un cadre, émanant d'une autorité locale, régionale et nationale, afin d'offrir à chacun les mêmes chances d'apprendre et de développer les compétences nécessaires pour participer à la société du savoir. Il est nécessaire que les bibliothèques scolaires soient soutenues par la législation et par des financements conséquents.

Recommandation 7 : Les autorités responsables des bibliothèques prennent toutes dispositions utiles pour leur assurer la pérennité, notamment par l'octroi de budgets conséquents de fonctionnement et de développement des collections et par le recrutement de personnels qualifiés.

Les bibliothèques scolaires se situent également dans un cadre éthique qui prend en considération les droits et responsabilités des élèves et des autres membres de la communauté scolaire. Toute personne travaillant en bibliothèque scolaire, y compris bénévolement, se doit de respecter des normes éthiques dans ses rapports avec ses collègues et avec tous les membres de la communauté scolaire. Chacun doit veiller à faire passer les droits des usagers de la bibliothèque avant son propre confort, et éviter de se laisser influencer par sa propre personnalité et ses croyances en assurant les services de la bibliothèque.

Recommandation 8 : Placer l'éthique au cœur de la relation bibliothèque – usagers constitue une action de médiation par excellence pour fidéliser le public, surtout jeune qui se sent ainsi valorisé et en confiance.

En plus des prérequis qui conditionnent la réussite de toute activité de médiation et qui sont le local, les collections et les personnels ainsi que le cadre législatif et financier, il est recommandé, fortement, de considérer, des éléments importants étroitement liés au contexte socio-économique, culturel et politique des pays de l'Afrique subsaharienne, sur lesquels il faut également agir.

La Faible croissance économique

Face à ce handicap que partagent les six pays, il faut miser sur l'**implication communautaire** à dynamiser, en encourageant les pouvoirs locaux dans l'aménagement de lignes budgétaires fixes, conséquentes et assidues, totalement dédiées au développement des bibliothèques communautaires et scolaires. L'intervention et l'accompagnement harmonisés des partenaires techniques et financiers viendraient donner renfort à ce dispositif communautaire, en synergie avec les efforts des États, à travers un plan communautaire global appelé « **Plan local de développement du livre et de la lecture** ». En abrégé, une appellation simple : **PLD/Livre Lecture**.

L'intérêt d'une telle approche, c'est le déplacement du centre de gravité des politiques du livre, du niveau central étatique avec ses lourdeurs et nombreuses priorités en attente, vers le niveau déconcentré local où se trouvent les vrais usagers-cibles qui, bien impliqués et responsabilisés, donneraient un nouvel élan politique de mise en proximité bibliothèques-livres-usagers. Dans un tel dispositif déconcentré, la médiation aura un cachet fondamentalement humain et social.

Faible pouvoir d'achat et culture de la lecture peu développée

Voilà une faiblesse notoire, un vrai facteur de sous-développement du livre et de la lecture en Afrique francophone subsaharienne. Cependant il ne faut pas perdre de vue que, nonobstant l'existence réelle de la pauvreté, de réelles possibilités d'atténuation existent si on aborde cette problématique autrement. En effet dans la plupart des pays, une analyse sociologique permet de percevoir que la faiblesse des dépenses en livres et pour la lecture, est un problème de pouvoir d'achat lié à la situation de pauvreté. Cependant il faut un effort de sensibilisation des parents afin d'orienter une partie des dépenses extras comme les cérémonies familiales, dans l'acquisition de livres ou abonnements dans les bibliothèques. S'ils comprennent le lien entre lecture et réussite scolaire et professionnelle des enfants, ils peuvent adhérer.

On le voit bien, un **travail profond, planifié, de mobilisation sociale autour du livre et de la lecture est à construire pour changer les comportements**, et inverser certaines tendances sociologiques bloquantes. Des émissions radio, fora populaires, campagnes de proximité, l'implication des mouvements associatifs féminins, des associations sportives et culturelles de jeunes, des notables, dignitaires et personnalités influentes, des organisations syndicales d'enseignants, mouvements élèves et étudiants pourraient, en synergie, dans une perspective communautaire intégrée, constituer un axe communicatif de proximité dans le PLD/Livre Lecture.

Le contexte d'analphabétisme et la question linguistique

L'analphabétisme est l'obstacle majeur à la lecture et à son développement. Ici la solution peut émaner des langues nationales. En effet la compétence de lecture fluide, lecture-compréhension et le goût de lire, est une compétence commune à toutes les langues en usage. C'est pourquoi, tout en continuant l'effort scolaire de

maitrise du français et son élargissement communautaire en tant que richesse intellectuelle et culturelle, il faut **élargir et développer l'usage des langues nationales en lecture**. L'expérience du Sénégal dans le programme Lecture Pour Tous (LPT) et les expériences équivalentes dans d'autres pays (Rwanda, Mali) soutenues par l'USAID, ont démontré, à travers une variété de collections accompagnant le manuel de lecture, la puissance du potentiel contributif des langues nationales pour développer la lecture et élargir l'accès des jeunes à la littérature de jeunesse. Il serait intéressant ici de comptabiliser une pratique nouvelle de médiation en faveur de la littérature de jeunesse durant le programme LPT. Il s'agit d'une stratégie optionnelle d'implication communautaire à travers la production d'ouvrages à lire en famille, des ouvrages présentant des textes récréatifs amusants, empruntés des récits de la culture locale que les parents ou répétiteurs peuvent aisément commenter ou interpréter contribuant ainsi à développer le goût de lire. Il s'agit d'un outil de facilitation du soutien parental de la lecture. La langue nationale aidant, l'expérience a permis de rassembler parents et jeunes autour de livres qui partent de leur vécu et qui leur parlent ! Il s'est agi là d'une expérience très intéressante en matière de motivation et d'intéressement à la lecture.

En clair, l'usage des langues nationales s'affiche comme la meilleure réponse à l'analphabétisme et une réelle opportunité pour le développement de la lecture en langue française par le simple mécanisme de complémentarité et de transfert du goût de lire acquis avec les langues nationales.

Faibles ressources informatives et de plaidoyer en faveur de la lecture

On peut atténuer cette faiblesse avec l'**engagement accru de la société civile** auprès des lecteurs, du livre et de la lecture. Par ailleurs, dans le PLD/Livre Lecture, l'axe communication et mobilisation sociale en faveur du livre et de la lecture, pourrait offrir des opportunités. Ici la solution à envisager repose sur une stratégie de rapprochement des usagers de l'information et, l'élan communautaire aidant, une **démarche participative** ferait de l'usager du livre un médiateur potentiel. On ne s'attarde plus sur des schémas qui ont affiché leurs limites en concevant des stratégies toutes faites au niveau central à faire consommer au niveau local. Il faut changer de perspective en inversant la tendance « centralisante ». Ainsi les sources informatives qui existent avec de bons contenus de plaidoyer vont arriver avec un écho plus fort au niveau des cibles à la base. Cela se réalisera aisément lorsque, au niveau communautaire, dans les PLD/Livre Lecture, **la cible n'est plus simple récepteur des actions de plaidoyers mais porteur et acteur participant au plaidoyer pour le développement du livre et de la lecture**. Au lieu donc d'élaborer d'en haut et distiller des slogans ou consignes, l'information trouve les usagers à la base et en fait, par la sensibilisation et la conscientisation des vrais vecteurs-relais de la médiation pour l'adhésion et l'accès des jeunes au livre.

Faibles ressources financières dédiées au développement de la lecture

Il s'agit là d'un facteur de taille. « L'argent est le nerf de la guerre » dit-on. C'est vrai ici comme ailleurs dans d'autres domaines du développement socio-économique. Sans moyens financiers accrus, les plans de développement restent à l'état de vœux et de simple profession de foi. Eu égard à la réalité budgétaire de la plupart des pays francophones d'Afrique subsaharienne, largement dominée par l'endettement chronique et son corollaire, la dépendance à l'aide et aux financements extérieurs, les ressources financières dédiées au livre et à la lecture sont faibles. On vivra longtemps encore cette situation de difficultés budgétaires qui ne facilitent pas un financement conséquent du livre et de la lecture. Cependant des solutions sont possibles. Il faut des **actions synchronisées entre États, communautés et partenaires techniques et financiers pour un financement durable** à la base au niveau des PLD/Livre Lecture. Dans cette perspective, chaque PLD devrait développer un programme d'approvisionnement durable des bibliothèques en livres de jeunesse. La mobilisation sociale aidant au niveau de l'axe communication/sensibilisation, une dynamique participative de base engendrerait un certain élan social solidaire en faveur du livre et de la lecture. A titre d'exemple, il existe dans la région de Thiès au Sénégal, une bibliothèque moderne bien dotée et fonctionnelle, œuvre de l'association de femmes mères d'élèves au terme d'une opération de sensibilisation sur l'importance de la lecture dans la réussite scolaire. C'est tout un chantier communicationnel que l'intervention synergique des différents acteurs locaux va porter. On mesure ainsi tout l'effort à investir pour une adhésion des masses à l'importance du livre et de la lecture dans la réussite scolaire et universitaire des enfants, objectif auxquels tout parent adhère.

Forts besoins en ressources humaines formées

L'homme est la principale ressource dans toute entreprise de développement or on constate que peu d'investissements publics ont été faits dans la formation en animation du livre de jeunesse à destination des enseignants et du réseau de lecture publique. A divers niveaux, on mesure l'urgence à former pour gérer correctement mais aussi former pour initier et faire adhérer à la lecture comme facteur de promotion culturelle et intellectuelle. C'est donc toute une offre à concevoir, répondant aux besoins de formation de manière générale et aux spécificités ici et là selon les réalités des pays. C'est pourquoi, la formation de formateurs et la démultiplication des formations au niveau local à travers les PLD comme un autre axe à développer, requiert une importance capitale. Cependant à cause des spécificités à gérer, une double planification de cette formation est requise. Après un bon diagnostic des besoins de formation et à travers une approche différenciée nous proposerons un référentiel général – tronc commun aux 6 pays concernant les non professionnels du livre comme les enseignants pour les besoins d'une formation initiale. Dans la même approche des sessions de renforcement de capacités seront offertes aux professionnels comme les bibliothécaires.

Pour les uns comme pour les autres, les principales compétences en médiation, seront déclinées en objectifs opérationnels assortis de contenus thématiques et d'une proposition de démarche participative. A partir de ce

référentiel général chaque pays pourra insérer éventuellement des spécificités jugées utiles. En clair, cela veut dire qu'au moment de dérouler la formation, ce référentiel général pourra faire l'objet d'ajouts ou de retraites thématiques pour coller plus précisément aux réalités nationales. La formation à dérouler reposerait ainsi sur un référentiel amélioré et/ou adapté sur la base des thématiques ci-après qui vont alimenter le référentiel général : **des activités de sensibilisation** en priorisant dans les contenus la sensibilisation des décideurs et hauts cadres des administrations de l'éducation et de la culture. A d'autres niveaux, les maires, secrétaires municipaux, les parents d'élèves, les élèves et les enseignants seront ciblés. A tous les niveaux, les stratégies de sensibilisation sur le livre et la lecture de jeunesse, leur importance et utilité doivent être une conviction commune dans une commune volonté de développer la lecture chez les jeunes.

Les TICS en gestation

Même avec un faible niveau d'accès au NET dans la plupart des pays, les nouvelles options politiques à encourager en faveur du développement du livre et de la lecture doivent donner une dynamique accélérée aux TICS. L'attrait des supports multimédia sur la jeunesse, l'engouement de cette jeunesse pour ces supports, le temps que la jeunesse investit dans l'usage du NET là où ça existe, démontre un fort potentiel de médiation à exploiter dans les meilleurs délais. Les **PLD/Livre Lecture pourraient intégrer le traitement de cette problématique dans un axe spécifique de prise en charge dans les plans de développement à dérouler**. Toutes les sources d'énergie accessibles comme le solaire, seraient une préoccupation centrale dans les PLD/Livre Lecture. C'est là une manière de dire qu'il ne faut guère abdiquer devant les difficultés et contraintes structurelles.

En dépit des nombreux défis que posent les TIC, des options politiques audacieuses doivent être prises pour exploiter sans délais les opportunités et atouts qu'elles présentent et inscrire le développement des bibliothèques et de la lecture dans leur sillage.

Recommandation finale : Adoption d'une loi sur le livre dans chaque pays adhérant au projet RE pour une politique cohérente du livre et de la lecture en général et le livre pour la jeunesse en particulier.

CONCLUSION

L'étude est abordée dans une logique analytique de la médiation en corrélation directe avec les politiques éducatives en matière de lecture et avec les politiques culturelles de développement du réseau de lecture publique. C'est à dessein car isoler la médiation pour la traiter manquerait d'objectivité et de pertinence eu égard aux liens forts entre développement de la bibliothèque et de la lecture et la médiation. Sans politiques osées donc en matière de développement du livre de jeunesse et la lecture, la formation en stratégie de médiation perd son sens. Les causes du sous-développement de l'un, sont celles de l'autre. La stratégie dans ce cas pour réussir la médiation, c'est l'approche globalisante que l'étude a empruntée. Dans une telle perspective, les recommandations générales de la présente étude s'articulent autour des axes suivants :

- Une **offre de formation destinée aux acteurs de la médiation à partir d'un référentiel général** qui donnera matière à chaque pays pour dérouler des formations pertinentes axées sur des préoccupations nationales spécifiques ;
- La mise en place de **PLD/Livre Lecture** (Plan local de développement) **dans le cadre d'une stratégie décentralisée** pour une médiation participative de proximité en intégrant les Tics ;
- L'**association États / Communautés / Partenaires financiers** pour la programmation d'un approvisionnement durable en littérature de jeunesse des écoles et du réseau de lecture publique ;
- L'**identification des réseaux de médiation et des personnes ressources qui les animent pour créer une synergie communautaire** dans le cadre d'un réseau structuré et solidaire ;
- Une **stratégie de plaidoyer** intensif envers les décideurs politiques et les parents, les sensibilisant davantage à l'importance du livre de jeunesse et de la lecture des jeunes dans les objectifs de réussite scolaire et universitaire et du développement durable.

ANNEXES

ANNEXE 1 - Liste des différents réseaux de médiateurs du livre et contacts des personnes ressources à mobiliser au sein des réseaux

LISTE DES RESEAUX ET PERSONNES CONTACTS

RESEAUX IDENTIFIES	PERSONNES CONTACTS	CONTACTS (tél et mail)
BENIN		
Réseau lecture publique institutionnel		
Direction des Arts et du Livre	Blaise TCHETCHAO , Directeur	Tel: 229 663 546 34
Associations d'enseignants		
Association des Professeurs de Français du Bénin	Roger KOUDOADINOU, président	Tél: +229 62 09 89 94 rogerkoudo@yahoo.fr
Associations de bibliothécaires		
Association des bibliothécaires du Bénin	Mme Hermione DOSSOU, présidente	Tél : + 229 96 01 01 96
Associations de promotion du livre et de la lecture		
Association SELIBEJ (Semaine du Livre Béninois de Jeunesse)	Mme Béatrice LALINON GBADO, présidente	Tél : + 229 97 23 20 32 ou 90 89 33 25 Email : beatrice.gbado@gmail.com
Association Mémoire de Clair de Lune	Isidore LOKONON, président	Tél : + 229 67 90 15 66 Email : isidore.lokonon@gmail.com
Structures de formation des enseignants		
Institut National de Formation et de Recherche en Education (INFRE) Comité de pilotage et de suivi du projet Ressources éducatives au Bénin	Cyrille Ayedoun, Rapporteur du comité	Tél: +229 97 60 80 46 cayedoun@yahoo.fr
BURKINA FASO		
Réseau lecture publique institutionnel		

Direction du Livre et de la Lecture	Ouandaogo SENI , Directeur	
Réseau Clac Bobo-Dioulasso-Burkina	Brahima BARRO, Coordonnateur	Tél: +226 70 14 21 00 barrobrahima@yahoo.fr
Associations de promotion de la lecture		
ONG FAVL (Friends of African Villages) Encourager l'accès au livre et à la lecture en zone rurale Formation des bibliothécaires et création de contenus adaptés		
Responsables d'associations d'enseignants		
Association des Professeurs de Français du Burkina Faso	Hector-victor Kabre, Président	Tél: +226 76 02 21 20 kabrevictor7@yahoo.fr
Associations de bibliothécaires		
Association des bibliothécaires du Burkina	Brahima BARRO, président	Tél: +226 70 14 21 00 barrobrahima@yahoo.fr
GUINEE		
Réseau lecture publique institutionnel		
Direction nationale du Livre/ Ministère de la Culture, du Tourisme et de l'Artisanat	Hamza KABA , Directeur	hamzakaba62@gmail.com
	SOUMAH Abou, Directeur adjoint	Tél: +234623460854 soumahsilimy@gmail.com
Centre de ressources documentaires au Ministère de l'Enseignement pré-universitaire et de l'Alphabétisation	DIAWARA Mohamed Ansa, directeur	Tél: +234 628 27 40 59 ansadiawara@gmail.com
Associations de promotion de la lecture		
Association de promotion de la lecture, APROLEC / Biblio-Malles pour pallier l'absence de bibliothèques scolaires et de		

coin de lecture avec des malles itinérantes		
Associations d'enseignants		
Association des professeurs de français de la Guinée	Traore Mamadi Nanamba,Président	Tél: +234 620585135 manatraore12@gmail.com
MADAGASCAR		
Réseau lecture publique institutionnel		
Réseau des Centre de Lecture d'information et de Culture (CLIC – bibliothèques de « brousse »)	Frédéric Bobolalaina,Coordinatrice nationale	tu.dirclit@gmail.com
Bibliothèque Nationale de Madagascar	Njaka RAONISON, Directeur Général	directeurgeneral.bnm@gmail.com
Structures de formation des enseignants		
Direction des curricula et de la recherche pédagogiques du MEN	Helikanto Rakotovololona, Directrice	mamykanto@gmail.com
Associations de promotion de la lecture		
Association pour la promotion du livre et de l'écrit à Madagascar (APLEM) Séances de lecture dans les rues à la rencontre des enfants éloignés de la lecture		
Ecoles de formation en bibliothéconomie		
IDAM (formation bibliothèque et archives Licence et Master)	Helihanta RAJONARISON, Responsable de la Formation	helihanta@gmail.com
MALI		
Réseau lecture publique institutionnel		
Centre national de la Lecture publique	Idrissa Oumar Maïga , Directeur	(223)75 19 67 45 idrissao@gmail.com
Associations de promotion de la lecture		

BIBOOK Editeur numérique africain Contribue au développement de la lecture grâce à une application mobile	Aïcha Diarra	Tél: (00223) 75 71 72 38
Mali SIRA / USAID Promotion de la lecture en langue nationale impliquant maitres, élèves et parents d'élèves Mise à disposition de ressources éducatives, de jeux pédagogiques Formation à la médiation		
Réseau malien de la documentation(REMADOC)	Adama Keita, coordonnateur	adkeit2006@gmail.com
Club des lecteurs de l'IFM	Siaka Koulibaly, président	223 62 64 39 02 ssiaka288@gmail.com
Associations de bibliothécaires		
AFLIA(Fédération africaine des associations de bibliothécaires et des bibliothèques - plaidoyer pour les bibliothèques, renforcement des capacités ...)	Souleymane SOGOBA, correspondant pour l'Afrique francophone	Tél: +223 75 17 55 57 sogoba.souleymane@gmail.com
SENEGAL		
Réseau lecture publique institutionnel (Acteurs de terrain)		

Direction du Livre et de la Lecture DLL	Ibrahima Moctala LO (Directeur)	221 889 63 00 directiondulivreetdelecture@gmail.com
Réseau des Centres de lecture et d'animation culturelle(CLAC) DLL Sénégal	Abibou Coly (Acteur terrain), Coordonnateur	Tél: +221 77657 65 64 Email: colyab@hotmail.com
Réseau institutionnel de lecture publique	Amadou Ndiaye (Acteur terrain), Coordonnateur	Tél: +221 77532 19 68 ndiayeama@gmail.com
Association des élus locaux du Sénégal (UAEL)	Monsieur Adama DIOUF Président de l'Association des élus locaux du Sénégal (UAEL)	Tel. 776347651 Email. adamadiouf1254@gmail.com
Associations d'enseignants		
Association Sénégalaise des Professeurs de français (ASPF)	Mamadou Dramé, Président	Tél: +221 77 640 2603 +221 76 192 3332 mamadou1.drame@ucad.edu.sn
RESACLAP Aide à l'apprentissage de la lecture -Ateliers d'écriture Animations en bibliothèque	Diénéba SARR, présidente' Papa Moussa SY, membre actif Madeleine Annie Diandail Sané, Enseignante à la retraite, pdte d'honneur du RESACLAP	Tél: +221762046718 +221771690478 pr.papamoussasy@gmail.com Tél: +221772063090 colyannie@gmail.com
Structures de formation des enseignants		
FASTEF, Faculté des Sciences et Techniques de l'Education et de la Formation/ UCAD (formation initiale et continue des enseignants)	Mamadou Dramé, Assesseur	Tél: +221 77 640 2603 +221 76 192 3332 mamadou1.drame@ucad.edu.sn
CRFPE Centres régionaux de formation pour les instituteurs-formation des instituteurs de Dakar	Ndeye Absa Ba, prof de français, Coordonnatrice des formateurs du secteur français	

<p>Institut de la Gouvernance territoriale (IGT)/ UCAD formation de cadres qualifiés pour la conception et la mise en œuvre des politiques publiques, notamment celles dédiées à la décentralisation et au développement territorial. Renforcement des compétences des acteurs territoriaux et assistance scientifique et technique aux collectivités territoriales. Animation territoriale et médiation sociale Convention de partenariat avec l' association des Elus locaux(AEL)</p>	<p>Momar DIONGUE Directeur de l'I.G.T.</p>	<p>Tel. 776195413 Email; momar.diongue@ucad.edu.sn</p>
<p>Centre Régional de Formation des Personnels de l'Education, Université Cheikh Anta DIOP</p>	<p>Françoise Elisabeth Mireille CORREA</p>	<p>Tel. : (221) 77 523 00 35 ngonecorrea@yahoo.fr</p>
ONG et Associations de promotion de la lecture		
<p>ARED Programme "Lecture Pour Tous) Promotion de lecture en langues nationales</p>	<p>Awa Ka Dia Directrice des programmes</p>	<p>Tel:778193227 Email: awakadia@ared-edu.org</p>
<p>BD PASSION abrite une bibliothèque jeunesse spécialisée dans la bande dessinée, un centre de loisirs culturels pour enfants et un groupe</p>	<p>Yambaye Marième Seck Diémé, directrice</p>	<p>m.seckdieme@gmail.com</p>

scolaire (maternelle et élémentaire).		
BLD Promotion de la lecture auprès des élèves en milieu défavorisé Animation autour du livre par des activités hors les murs/ bibliobus pour rapprocher le livre des zones éloignées <i>Formation des enseignants</i>	Antoinette Correa, directrice	tél 00221786014200 bld@bldsn.org
fédération internationale des profs de français Commission pour l'Afrique et l'Océan Indien FIPF	Baytir KA	
Lambaye Learning Center Centre de promotion de lecture publique en zone rurale Promotion du numérique en bibliothèque	Assane Fall	Tél: +221 77 236 92 04 fall.assane@gmail.com
LARTES / UCAD <i>Jàngadoo</i> Programme de remédiation à l'élémentaire en partenariat avec le MEN et Fondation Dubaï care Ressources physiques et numériques Renforcement des capacités des acteurs (enseignants, directeurs d'écoles et remédiateurs) pour faciliter l'apprentissage de la lecture	Prof; Abdou Salam FALL	(00221)776393475 fallabdousalam@gmail.com

<p>Sunu Bibliotech Médiathèque de Bargny « Abass Ndione » Tournée dans les différentes écoles des villes de Bargny, Rufisque et Sébikotane dans le cadre de l'activité « Bibliothèque hors les murs » pour présenter la Médiathèque et promouvoir la lecture. - Animation autour du livre .</p>	<p>Sadibou Ka, responsable médiathèque de Bargny</p>	<p>221771246842 sadibou@sunubiliotech.org saadbou88@gmail.com</p>
<p>Réseau des Scénaristes du Sénégal Cinéseas (Cinéastes Sénégalais Associés) FISA(Fédération Internationale des Scénaristes Africains)</p>	<p>Daour Wade, membre</p>	<p>mamdaw2017@gmail.com +221772253022</p>
<p>RESAPROF- EFFA Réseau des professeurs de français pour l'éducation des filles et la formation des femmes en Afrique - Soutien a la scolarisation des filles :Ateliers d'écriture</p>	<p>Andrée Marie DIAGNE BONANE, présidente RESAPOROF- EFFA, commission nationale français(livres au programme)</p>	
<p>Association des conteurs du Sénégal/ Léeboon ci leer- Contes au clair de lune</p>	<p>Babacar Mbaye Ndack, prof.de lycée à la retraite/Président</p>	<p>Tél: +221 77 634 84 80 babakamdaak@yahoo.fr Tél : +221772253022</p>
	<p>Daour WADE, Conteur, écrivain pour enfants</p>	<p>mamdaw2017@gmail.com</p>

	Baïdy Tall Ndour, membre, Ecrivain pour enfants/ conteur/Animateur	Tél: +221 77 403 53 26 ndourbaidytall@yahoo.fr
Keur leyti :Maison de l'oralité et du patrimoine. Formations des enseignants et conteurs « Le conte à l'école », coordination du projet « le livre en balade », concepteur projet « Les voix du livre », émissions de tv et radio sur le livre et la lecture...	Massamba Gueye, fondateur/ manager général	Tél: +221773322722 maisondeloralitekl@gmail.com
EBAD50 années d'expérience dans le domaine de l'enseignement et de la formation en bibliothéconomie, archives et documentation destinée à tous les pays d'Afrique. Formation à distance ouverte à la sous-région Laboratoire de recherche en science de l'information et de la communication	Mouhamadou Moustapha Mbengue	moustapha.mbengue@ucad.edu.sn Tél: +22177 343 82 53 dieyi.diouf@ucad.edu.sn
	Dieyi Diouf	khadidiatou.kane@ebad.edu.sn
	Kharediatou Kane	221776579110 francoismalick.diouf@ucad.edu.sn
	François Malick Diouf	Tél: + 221 338257660 kouakou.sylvestre@ucad.edu.sn
	Kouassi Sylvestre KOUAKOU	mbemba.ndiaye@ucad.edu.sn
Associations de bibliothécaires		
Association sénégalaise des bibliothécaires, archivistes, et documentalistes (ASBAD)	Thierno Kandji, président	Tél: +221775567476 Kandji256@gmail.com
CAMEROUN		

Associations d'enseignants		
Association des Professeurs de Français du Cameroun	Pierrette Anne NDZIÉ, président	Tél: +237 77695612
COTE D'IVOIRE		
Associations d'enseignants		
Association des Professeurs de Français de la Cote d'ivoire	Benjamin N'DRI, président	Tél: +225 08 02 71 11 ndriben2002@yahoo.fr

ANNEXE 2 - Note stratégique

La présente étude a été menée selon la méthode de recherche habituelle en sciences sociales. Après avoir passé en revue et résumé les principaux documents informatifs sur la problématique du livre et de la sensibilisation et l'exposition des jeunes à littérature de jeunesse, nous avons dégagé les principales leçons apprises. L'objectif visé était de se faire une idée nette sur l'état d'avancement de la question dans les pays de l'étude : Bénin, Burkina Faso, Guinée, Mali, Madagascar et Sénégal. Pour cela, plusieurs documents de la phase 1 du projet Ressources éducatives ont été exploités :

- les conclusions du document de l'UNESCO intitulé ***Projet d'appui à la production et diffusion de ressources éducatives pour les établissements scolaires et les élèves du primaire et du secondaire en Afrique subsaharienne francophone***

- les études diagnostiques pays réalisées par Prospective et Coopération et Biblio Sud, le document « Stratégie de plaidoyer » et le document « Pourquoi la littérature de jeunesse ? ».

L'analyse de ces documents a permis d'apporter des éclairages sur les efforts déjà déployés et les réalisations en matière de stratégie de sensibilisation et d'accès des jeunes à la littérature de jeunesse. Elle a aussi permis d'avoir un état des lieux de référence pour l'analyse des questionnaires et entretiens réalisés dans le cadre de l'étude.

A la lumière de ces éclairages de départ, l'équipe de recherche a exploité et analysé les données issues des questionnaires et des entretiens menés auprès des acteurs des réseaux de la médiation en mars et avril 2022 : professeurs de lycées et collèges, maîtres et directeurs d'écoles élémentaires, élèves, parents d'élèves, directeurs nationaux des services éducatifs et de la culture, maires et secrétaires municipaux, partenaires techniques et financiers, ONG et associations, bibliothécaires, conteurs, auteurs et écrivains.

L'équipe s'est également attelée à passer en revue **les textes normatifs élaborés par l'UNESCO et l'IFLA** (Fédération Internationale des Associations de Bibliothécaires et des Bibliothèques) notamment les **Recommandations sur les bibliothèques scolaires** pour mesurer davantage le gap qui existe entre l'existant constaté par l'étude et les normes recommandées et acceptées au niveau international.

Dès lors il apparait de manière évidente que la problématique de la médiation, objet de l'étude, est étroitement liée à l'état de développement du secteur du livre et de la lecture. Par conséquent, l'écart important entre les réalités des bibliothèques en Afrique subsaharienne et les recommandations internationales faites par les organismes qui font autorité dans le domaine, nous ont amenés à mieux appréhender les mesures correctives nécessaires à envisager qui sont en fait des pré requis à toute stratégie de médiation. De telles mesures correctives tentent de se rapprocher des standards (local, collections, personnels.) tout en faisant preuve d'imagination et de créativité pour s'adapter au contexte socio-économique

La stratégie de médiation qui s'appuie d'abord sur ces prérequis devra intégrer d'autres aspects aussi importants que les facteurs culturels, institutionnels à savoir les politiques publiques à assoir pour favoriser une bonne synergie entre tous les acteurs.

Enfin l'équipe de recherche s'est penchée sur les actions de médiation à répertorier et comment les promouvoir à travers une formation ciblée par rapport aux acteurs potentiels de médiation. C'est ainsi que nous retenons les actions ci-après :

- **Des activités de découvertes et de familiarisation avec l'objet livre** dans toutes ses dimensions, comme objet esthétique, objet de plaisir, comme objet culturel et enfin comme compagnon d'apprentissage (surtout pour les élèves de l'élémentaire dont les premiers contacts avec le livre se font à l'école)
- **Des activités d'animations informatives** : Il s'agit de rapprocher la bibliothèque de ses lecteurs potentiels, en leur donnant une perception attrayante de la bibliothèque et de ses services : Informer, communiquer sur la bibliothèque, ses collections dans toute leur richesse et leur diversité. Montrer la vitalité de la bibliothèque en mettant en valeur ses nouvelles acquisitions. Communiquer aussi sur les différentes manifestations que la bibliothèque programme. Dans le cadre de sa politique d'animation. Organiser des expositions de livres de différents genres, et aux thématiques diverses qui donnent envie d'aller à la bibliothèque parce que l'on y trouve un intérêt.

Peuvent être retenues plusieurs activités comme la diffusion de chroniques, d'émissions ou de magazines de jeunesse, la rédaction de produits documentaires, la liste des nouvelles acquisitions, des bibliographies courantes, analytiques sur la littérature de jeunesse, l'organisation de caravanes du livre et de la lecture.

- **Des activités d'aide à la littératie** (littératie informationnelle et numérique) : Aider les élèves à identifier leurs besoins d'information, savoir où trouver l'information, pouvoir la traiter dans un esprit critique et enfin, pouvoir l'exploiter pour produire...
- **Des activités d'animations ludiques** : le défi lecture du cycle primaire au cycle secondaire. L'organisation de concours de lecture entre adhérents d'une bibliothèque ou en inter-classes au sein d'un même établissement scolaire ou en inter-écoles dans une même circonscription départementale, jusqu'à l'organisation de finales au niveau national.
Concours quantitatif qui consiste à primer les élèves qui ont le plus lu et compris divers ouvrages.
- **Des activités responsabilisantes** : les conseils par les pairs pour encourager à la lecture, des exposés d'élèves sur les livres lus, des jurys d'élèves pour sélectionner les meilleurs lecteurs..., partage des rôles et responsabilités dans le déroulement de la sensibilisation et de la mobilisation sociale autour du livre et de la lecture.

- **Des activités de consolidation de la compréhension** : organiser des jeux de rôle à travers l'interprétation scénique d'ouvrages, des ateliers d'écriture, des débats autour d'ouvrages, l'initiation et la publication de revue du livre animée par les élèves, trait d'union des acteurs de base, pour une sensibilisation partagée sur l'importance du livre et de la lecture...
- **Des activités - panels d'échanges avec un auteur réputé** : faire présenter aux auteurs leur production, poser des questions, formuler des critiques...
- **Des activités médiatiques d'ordre pédagogique et culturel** : ou comment exploiter l'oralité et les langues locales pour passer à l'écrit : le conte qui contribue à rapprocher le lecteur de ses valeurs culturelles, la lecture à haute voix pour les petits, d'histoires qui fouettent leur imaginaire.

Le rôle des médias :

Si au Bénin on peut noter un certain dynamisme des médias dans la promotion du livre et des habitudes de lecture (Bénin livres et sa radio, Saveur livresque (blog littéraire), télévision nationale on peut dénombrer trois émissions dédiées aux livres, paradoxalement au Sénégal, (malgré les libertés démocratiques dont bénéficient les média) des émissions littéraires, sont supprimées. Ceci devrait être corrigé sans tarder à travers un plaidoyer à faire auprès des médias d'Etat et des médias privés.

Par ailleurs les réseaux sociaux doivent être investis pour plus de sensibilisation sur les livres et la lecture.

L'étude suggère que les activités répertoriées comme contenus de formation, soient distribuées à travers **un référentiel général de formation où les compétences de base en médiation déclinées en objectifs opérationnels seront distribuées selon la spécificité des profils des acteurs identifiés**. Des actions post-formation de suivi de l'impact de la formation et de remédiation aideront au développement de réseaux dynamiques complémentaires pour une médiation de proximité à encourager. Les modalités d'intervention varieront en réunions de briefing pour les décideurs étatiques, les partenaires techniques et financiers, en séminaires de partage avec les collectivités territoriales et agents administratifs, en ateliers de travaux pratiques en médiation avec les acteurs sur le terrain- Un guide de démultiplication de la formation en médiation permettra un large partage des compétences développées.

Profils ciblés :

- ✓ Les décideurs politiques
- ✓ Les partenaires techniques et financiers des États
- ✓ Les cadres des administrateurs de l'éducation et de la culture
- ✓ Les techniciens des administrations membres des commissions de choix et sélection des ouvrages scolaires
- ✓ Les animateurs culturels
- ✓ Les enseignants des cycles primaires et secondaires
- ✓ Les élèves des cycles primaires et secondaires
- ✓ Les parents d'élèves

- ✓ Les bibliothécaires
- ✓ Les conteurs
- ✓ Les maires et les secrétaires municipaux
- ✓ Les chargés des affaires scolaires et culturels au niveau communautaire
- ✓ Les associations de femmes mères d'élèves
- ✓ Les associations de jeunes, cibles de médiation
- ✓ Les célébrités au niveau local et national (porteurs de voix, footballeurs, chanteurs, lutteurs...).

Sensibilisation des décideurs et acteurs :

La réalisation d'un tel chantier requiert en premier lieu la compréhension des enjeux et la forte implication des décideurs (État, ministères concernés) et des collectivités territoriales (avec tous les pouvoirs qui leur sont transférés dans le cadre de la décentralisation), l'engagement des acteurs concernés (donc mobilisation des différents réseaux) et une bonne synergie d'ensemble grâce à une politique nationale cohérente de développement du livre et de la lecture et une volonté sincère de coopération régionale. Une telle synergie permettrait d'optimiser les opportunités formidables de partenariats et de soutiens extérieurs. Elle se ferait plus aisément dans une nouvelle logique politique intégratrice où l'intervention des bailleurs sera mise en synergie dans une approche décentralisée, communautaire, participative. Tant au niveau du ministère de l'éducation qu'à celui de la culture, la sensibilisation doit se développer comme au niveau déconcentré où elle doit s'étendre à tous les acteurs qui doivent comprendre la nécessité de développer le livre et la lecture. L'éloignement du livre des cibles potentielles au niveau des zones rurales serait ainsi corrigé et la médiation de proximité deviendrait une possibilité pour un développement durable du livre et de la lecture. Le management d'une telle approche ferait l'objet d'un **PLD/Livre Lecture (Plan Local de Développement du livre et de la Lecture)**. Le PLD serait un **cadre de capture et d'opérationnalisation de toutes les initiatives et politiques de développement**.

Recommandations d'actions de médiation et de formation à mettre en place auprès des médiateurs du livre

REFERENTIEL DES COMPETENCES DE MEDIATION

PLANIFICATION DES ACTIONS DE MEDIATION ET ACTIONS DE FORMATION

- **CB1** : vise une solide appropriation du sens, de la portée et des fondements théoriques de la médiation ainsi que ses objectifs prioritaires en lien avec des apprentissages de qualité.
- **CB2** : vise la maîtrise d'une typologie d'actions de médiation, leurs caractéristiques et procédés, adaptées aux conditions socio-culturelles des pays ciblés.
- **CB3** : vise la maîtrise des démarches méthodologiques de mise en œuvre d'actions de médiation.
- **CB4** : vise la maîtrise des pratiques d'évaluation d'impact d'une action de médiation ainsi que les stratégies correctives de remédiation.

Le paquet d'actions de médiation et de formation, est un contenu transversal pour le développement de chaque compétence de base. Ainsi sur chaque action à dérouler la spécificité de la compétence s'applique. Par exemple la CB1 n'aborde que les aspects théoriques, sémantiques des concepts clés à ne pas ignorer tandis que la CB3 abordera les démarches méthodologiques.

CB	Réseaux médiateurs	Actions de médiation	Actions de formation
CB1 CB2 CB3 CB4	Instituteurs	<p>Découverte et familiarisation des élèves avec le livre de jeunesse</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Faire découvrir aux élèves l'objet livre (objet artistique, culturel, objet de plaisir) 2. Faire découvrir la diversité de la production littéraire de jeunesse : les différents genres (Albums, contes, documentaires, BD, dictionnaires, encyclopédies) 3. Initier les élèves à la fréquentation de la bibliothèque <p>Exploiter l'expression orale et passer progressivement à l'écrit</p> <ol style="list-style-type: none"> 4. Lecture de textes à haute voix ; 5. Raconter des histoires ; Encourager les élèves à produire leurs propres histoires ; 6. Jeux autour des mots : mots croisés, quiz, recherche dans dictionnaires, etc. ; 7. Proposer des séances de lecture par petits groupes (3 ou 4 avec 1 livre et 1 lecteur à tour de rôle) Aller de groupe en groupe : corriger les prononciations défectueuses 8. Proposer de rechercher dans le dictionnaire le sens des mots non compris ; 9. Effectuer des lectures individuelles à partir du panier de la bibliothèque ou du coin de lecture de la classe ; 10. Faire partager les livres lus (raconter ce qu'on a aimé ; ce qu'on n'a pas aimé ; Pourquoi ? 	<ol style="list-style-type: none"> 1- Disposer d'un fonds TYPE de livres, correspondant aux différents niveaux d'enseignement et faire des travaux pratiques <ol style="list-style-type: none"> a. Découvrir le produit livre b. Connaître les différents genres littéraires, contenus et formats 2- Lecture compréhension des images 3- Capacité d'observation (avec le souci des détails) 4- Savoir apprécier la qualité d'un bon livre pour enfant : qualité de l'image, couleurs, mise en page, typographie 5- Faire attention aux contenus : Effort de contextualisation à faire 6- Diversifier les supports et types de livre 7- Reconnaître les niveaux de lecture par rapport au niveau de compréhension des élèves (langue maternelle et langue française) 8- Faire la corrélation entre le programme d'apprentissage scolaire, et le plaisir de lire / Lecture à haute voix, partir de l'histoire pour faire la leçon de grammaire, conjugaison, vocabulaire, orthographe voire calcul 9- Gestion et animation d'un coin de lecture en classe

Professeurs

- | | |
|--|--|
| <ol style="list-style-type: none"> 1- Actions de médiation culturelle auprès des enfants et des familles, en donnant accès aux moyens de s'exprimer, de se former, de comprendre 2- Actions de lecture : clubs de lecture, animations en bibliothèque, en classe, avec des associations partenaires et les dispositifs réussite éducative, organisation de manifestations littéraires et de compétitions littéraires inter-écoles 3- Initier à la préparation et à la présentation de fiches de lecture 4- Activités de rencontre/discussion avec des auteurs (Découvrir la littérature contemporaine de leur pays) 5- Organiser des rencontres littéraires avec des auteurs et des concours de rédaction littéraire 6- Exposé oral sur les thématiques des livres au programme (Développer l'expression orale et la connaissance du livre) ; organisation de tables-rondes littéraires animées par les élèves 7- Découverte de l'esthétique des genres littéraires 8- Encourager à la mise en scène de séquences littéraires 9- Faire partager les livres lus (raconter ce qu'on a aimé ; ce qu'on n'a pas aimé ; Pourquoi ? | <ol style="list-style-type: none"> 1- Former aux techniques d'animation d'ateliers de lecture/écriture 2- Acquérir les compétences nécessaires pour animer un club de lecture 3- Former à l'animation de débats littéraires 4- Acquérir des compétences de prise de parole en public 5- Avoir une bonne connaissance de l'actualité littéraire au Sénégal et du monde du livre 6- Avoir une bonne connaissance des programmes d'enseignement 7- Avoir une bonne culture générale et identifier les bonnes sources d'information (sites d'information bibliographiques, revues spécialisées littérature de jeunesse, catalogues d'éditeurs, etc. 8- Compétences en littératie informationnelle 9- Compétences techniques (comment réaliser un dossier documentaire, comment organiser une exposition, comment monter un programme d'animation 10- Comment évaluer ses activités et services pour les améliorer 11- Former à la scénarisation et à la rédaction de scénario 12- Former à l'adaptation d'un genre vers un autre |
|--|--|

<p>Bibliothécaires (scolaires)</p>	<ol style="list-style-type: none"> 1- Aider à identifier et utiliser les ressources disponibles, qu'il s'agisse d'outils recherche, de documents d'information, d'œuvres littéraires 2- Anticiper et ainsi répondre aux besoins pédagogiques et culturels en lien à l'enseignement des matières scolaires (confectionner des dossiers documentaires sur des thématiques liées au programme d'enseignement ; aux sujets de recherche des élèves, voire sur des questions majeures d'actualité ; 3- Promouvoir la littératie (littératie informationnelle et numérique) : Aider les élèves à identifier leurs besoins d'information, savoir où trouver l'information, pouvoir la traiter dans un esprit critique et enfin, pouvoir l'exploiter pour produire (exposés, revue documentaire sur un sujet, etc.) 4- Organiser des expositions thématiques mettant en valeur les nouvelles acquisitions de la bibliothèque 5- Mettre en œuvre un programme d'animation périodique en concertation avec la communauté éducative 	<ol style="list-style-type: none"> 1- Avoir une bonne connaissance des programmes d'enseignement 2- Avoir une bonne culture générale 3- Identifier les bonnes sources d'information (sites d'information bibliographiques, revues spécialisées littérature de jeunesse, catalogues d'éditeurs, suivre les prix littéraires, etc. 4- Identifier les auteurs à inviter 5- Compétences en littératie informationnelle 6- Maitriser les systèmes de classification pour les collections en accès libre 7- Maitrise de l'outil informatique-logiciel de bibliothèques pour faciliter le fonctionnement en réseau 8- Comment organiser une exposition ; 9- Comment monter un programme d'animation 10- Comment évaluer ses activités et services pour les améliorer
<p>Associations de promotion du livre</p>	<p>C'est généralement composé de membres issus du milieu éducatif et du milieu culturel. La plupart c'est des enseignants ou bibliothécaires à la retraite ou en fonction qui donnent un peu de leur temps libre. Ils peuvent aussi être des étudiants ou bénévoles amoureux du livre pendant les vacances. Pour les associations du milieu éducatif comme celles du milieu culturel, enseignants et bibliothécaires sont déjà touchés par les actions de médiation et de formation de leur corporation respective. Pour les bénévoles comme pour les enseignants, il ne reste qu'à ajouter la formation en bibliothéconomie pour promouvoir quelques compétences utilitaires comme le catalogage, l'indexation, les systèmes de classification pour le classement en accès libre, les autres types de classement, les systèmes de prêt.</p>	

Elus locaux

SESSIONS D'ECHANGES ET DE SENSIBILISATION :

Dans un 1^{er} temps :

Echanges sur le niveau de compréhension des domaines de compétence qui leur sont transférés notamment Environnement, santé, Education, Culture.

- Rôle de l'information, en tant que connaissance utile, au cœur de toutes les activités humaines.
- La lecture comme compétence de base pour s'informer, s'instruire, se distraire, produire, mener des activités économiques sociales, culturelles, politiques...
- La bibliothèque comme point d'accès à cette information
- L'implication et le volontarisme des élus pour faire de la bibliothèque un pôle de développement local et pérenniser ses activités.

Dans un 2^{ème} temps :

Peser les conditions de création, de gestion, et de développement d'une bibliothèque communale

Choix du site – Local à construire où à rénover -Collections à constituer et renouveler (en tenant compte des publics ciblés) - aménagement mobilier- équipements informatiques –

Personnel : Nécessité de disposer d'une équipe- S'appuyer sur des volontaires motivés.

La question de la formation de ses volontaires (ASC, femmes, personnes du 3^{ème} âge, contes et autres trésors de la tradition orale).

Synergie à créer entre la petite bibliothèque de quartier et les bibliothèques des échelons supérieurs (département, région).

Solidarité intercommunale à promouvoir au sein d'un réseau de lecture publique

Recherche de partenariats (coopération décentralisée, jumelage, organismes, services culturels des ambassades.

Quelques notions en bibliothéconomie.

Structures pouvant porter la formation des formateurs et les sessions de renforcement de capacités

ANNEXE 3 - Fiche synoptique de présentation de l'EBAD

HISTORIQUE : Du centre de formation des bibliothécaires à l'EBAD	Le centre de formation des bibliothécaires	Le Centre Régional de Formation des Bibliothécaires (CRFB) est créé le 28 mars 1962 par le gouvernement du Sénégal et l'UNESCO pour former des bibliothécaires dans l'espace francophone, gérer les bibliothèques héritées de la colonisation, promouvoir le livre et la lecture publique au lendemain des indépendances.
	La création de l'EBAD	En 1967, le CRFB devient l'Ecole des Bibliothécaires, Archivistes et Documentalistes (EBAD) organisée autour de trois sections : Bibliothéconomie, Archivistique et Documentation
LES CYCLES d'enseignement à l'EBAD	Le premier cycle de l'EBAD	Le premier cycle de l'EBAD forme des cadres moyens chargés des tâches techniques dans les unités documentaires. Pour exemple pour la spécialité Bibliothèque, on peut citer : <ul style="list-style-type: none"> • <i>La maîtrise de la filière du livre ; - la Création de bibliothèque (scolaire, publique, spécialisée, etc.) ; - la Formation des publics à l'usage des différents types de bibliothèque pour l'acquisition de compétences informationnelles ; - L'Animation et médiation culturelle en bibliothèque ; - L'Animation de réseaux de bibliothèques ; - La création d'espace de Vie dans la bibliothèque (bibliothèque 3^e lieu) ; - L'Évaluation des services offerts (accès et accessibilité de la bibliothèque, - Perception par les publics, usages des services offerts, etc.) ; - L'évaluation des publics (fréquences, attentes, satisfaction des usagers) ; etc.</i> Le niveau de recrutement est le Baccalauréat et la durée de la formation est de 3 ans.
	Le second cycle de l'EBAD	Il forme des conservateurs avec 3 spécialités de sortie : Valorisation du patrimoine, Technologie de l'information et Ingénierie documentaire.
FORMES d'enseignement	Enseignement en présentiel	L'EBAD capitalise plus de 50 années d'expérience dans le domaine de l'enseignement et de la formation en bibliothéconomie, archivistique et documentation destinée à tous les pays d'Afrique et de Madagascar. Elle accueille aussi des étudiants français dans le cadre de leurs stages et mémoires.
	Enseignement à distance	Le programme PROCOPTIC déroulé avec l'appui de la Coopération Française a permis à l'EBAD d'introduire l'enseignement à distance au Sénégal et dans la sous-région, c'est-à-dire en Afrique subsaharienne. Aujourd'hui, plus de 1000 professionnels (bibliothécaires, archivistes, documentalistes, conservateurs de bibliothèque, instituteurs et militaires) issus notamment de la République Centrafricaine, du Cameroun, du Bénin, de la Guinée, de la République populaire du Congo, du Mali, de la Côte-d'Ivoire, du Burkina Faso, de Madagascar, de la

		<i>République islamique de Mauritanie, du Sénégal, du Tchad, du Togo, etc.</i> sont formés par l'EBAD à distance et en présentiel.
	Formation à la carte	Forte de ses 50 années d'expérience (en présentiel et à distance) l'EBAD offre des « formations sur mesure » conçues selon la demande des entreprises et des particuliers qui en expriment le besoin.
	Des ressources éducatives à jour	Grace à l'expérience et à l'expertise de son corps professoral, l'EBAD est en train de développer des ressources éducatives destinées aux écoles et lycées pour aider les élèves à acquérir des compétences informationnelles. Ainsi pense-t-elle mettre en place une formation de « professeurs documentalistes » en collaboration avec la FASTEF, pour faire des bibliothèques scolaires, des espaces de créativité et d'idéation.
LARSIC	Un laboratoire de recherche au service des besoins du continent africain	L'EBAD a mis en place en 2016 le LARSIC (<i>laboratoire de recherche en science de l'information et de la communication</i>), pour mener des études scientifiques, développer des projets collaboratifs de recherche-action. Les axes de recherche 'action sont : Axe1. IDES : Intelligence documentaire, économique et sociale ; Axe2. CESTIC : Cyberculture et enjeux sociaux des TIC ; Axe3. APS : Archives, Patrimoine et Société ; et l'axe 4 BLEC : Bibliothèque, lecture, édition et citoyenneté dont les travaux portent sur les bibliothèques, le livre, l'édition, la médiation documentaire et culturelle à partir de l'analyse du contexte africain. Le champ d'étude tient en compte le développement de la lecture contextualisée à certains environnements (villages, hôpitaux, lieux de détention, milieux défavorisés) et surtout l'avènement du numérique.

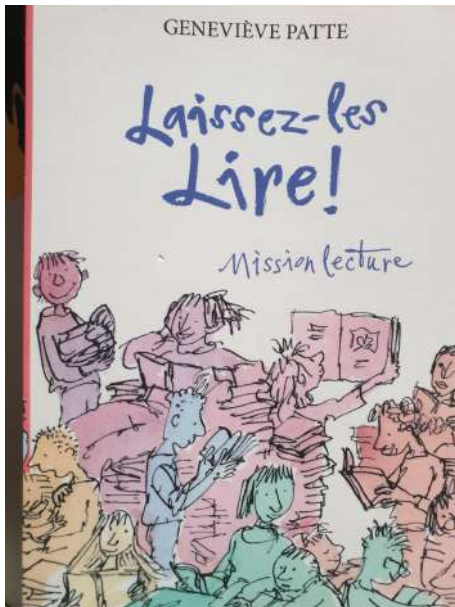
Structures pouvant porter la formation initiale

Dispositifs de formation des enseignants

Mali	Formation des professeurs	<ul style="list-style-type: none"> • École Normale Supérieure de Bamako
	Formation des instituteurs	<ul style="list-style-type: none"> • Instituts de formation des maîtres(une dizaine) : Kayes • Kangaba ,Nara , Niono , Tominian , Sevare • Koro, Dire, Gao • École de formation des éducateurs préscolaires (EFEP) de Bamako
Guinée	Formation des professeurs	<ul style="list-style-type: none"> • Institut Supérieur des Sciences de l'Education de Guinée • École normale des professeurs d'enseignement technique et professionnel (ENPETP) de Matoto
	Formation des instituteurs	<ul style="list-style-type: none"> • Écoles normales d'instituteurs (une dizaine) Conakry , Boké • Kaloum, Dubréka, Kindia, Labé , Faranah , Kankan, N'Zérékoré

Madagascar	• Formation des professeurs	• La formation initiale des enseignants de lycée est assurée par les écoles normales supérieures (ENS) rattachées au ministère de l'Enseignement supérieur et de la recherche scientifique (MESRS)
	• Formation des professeurs	• La formation initiale et continue des enseignants du préscolaire jusqu'au collège est prise en charge par l'Institut national de formation pédagogique (INFP) et son réseau de 25 centres régionaux (CRINFP), ainsi que la formation des conseillers pédagogiques des sous-cycles 1 et 2. https://apprendre.auf.org/wp-content/uploads/2021/04/MGR-Formation-de-formateurs-de-IINFP.pdf
Burkina Faso	• Formation des professeurs	<ul style="list-style-type: none"> • Université polytechnique de Bobo-Dioulasso • École normale supérieure de Koudougou (anciennement l'Institut des sciences de l'éducation) • Université de Ouagadougou • University of Koudougou
	• Formation des instituteurs	<ul style="list-style-type: none"> • École nationale des enseignants du primaire de Gaoua • École nationale des enseignants du primaire de Bobo-Dioulasso • École nationale des enseignants du primaire de Loumbila • École nationale des enseignants du primaire de Ouahigouya • École nationale des enseignants du primaire de Fada N'Gourma
Bénin	• Formation des professeurs	<ul style="list-style-type: none"> • École normale supérieure de Porto-Novo • Institut national pour la formation et la recherche en éducation • Université d'Abomey-Calavi – Faculté des lettres art et sciences humaines
	•	<ul style="list-style-type: none"> • Ecole normale intégrée de Parakou • Ecole normale intégrée de Lokossa • Ecole normale intégrée de Natitingou
Sénégal	• Formation des professeurs	<ul style="list-style-type: none"> • Formation initiale et • Formation continuée des professeurs : FASTEF
	• Formation des instituteurs	<ul style="list-style-type: none"> • Formation initiale et continuée des instituteurs dans les CRFPE •

Bibliothèque du médiateur ou liste des livres recommandés pour la médiation

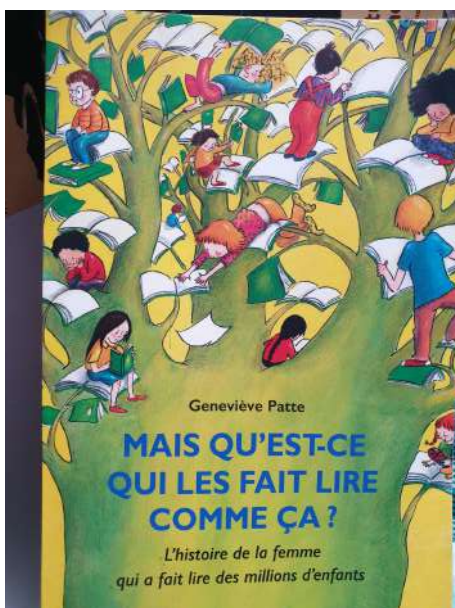


Comment éveiller le goût de lire chez l'enfant ? Comment l'aider à suivre son parcours de lecteur, du premier album à la littérature sous toutes ses formes ?

Nul n'est mieux qualifié que Geneviève Patte pour répondre à ces questions. Fondatrice de *La Joie par les livres* et de la bibliothèque de Clamart, elle ne cesse de parcourir le monde pour transmettre son expérience et défendre une certaine idée des bibliothèques pour enfants : des lieux de vie et de partage où l'adulte accompagne les plus jeunes dans leurs découvertes.

Dans la réédition revue et augmentée de ce classique, elle revient sur son itinéraire et propose des clés pour aujourd'hui. Ce témoignage d'une bibliothécaire d'exception passionnera par sa clarté et sa profondeur tous ceux qui, parents, enseignants ou médiateur sociaux, sont engagés dans l'exigeante mission lecture.

Couverture de Quentin Blake

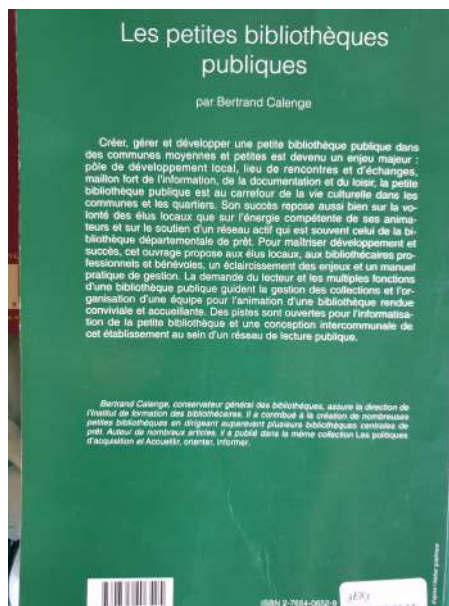
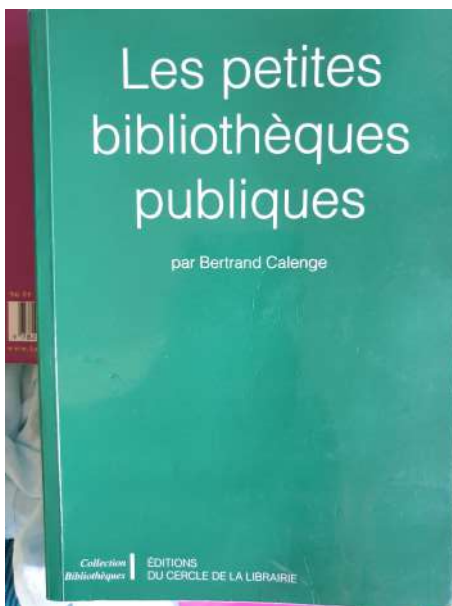
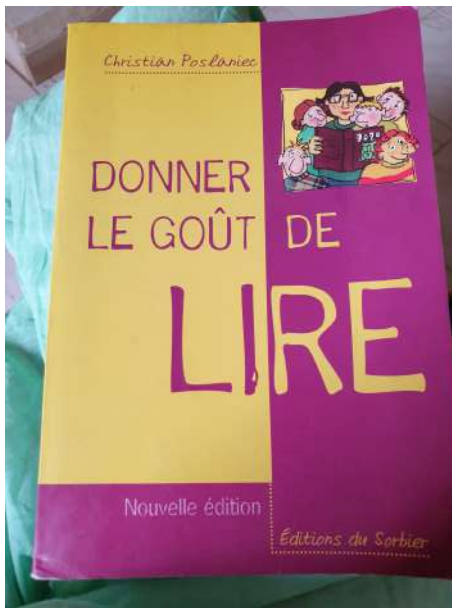


Des millions d'enfants ont découvert le bonheur de lire grâce à l'expérience fondatrice de la Petite Bibliothèque ronde à Clamart, au rayonnement de l'association *La Joie par les livres* et à la diffusion de *La Revue des livres pour enfants* que Geneviève Patte a initiées et portées pendant des années fécondes.

Dans ce livre foisonnant d'expériences partagées et de choses vues aux quatre coins du monde, tissé d'éblouissements de lecture et d'histoires humaines fortes, Geneviève Patte montre que des lieux de lecture et de rencontres peuvent naître partout, dans les milieux les plus divers, notamment auprès de populations éloignées du monde de l'écrit.

La bibliothèque est un lieu où chacun est reconnu et peut faire entendre sa voix. Le regard du petit réveille notre enfance oubliée. Et quel plaisir pour lui d'avoir, à ses côtés, un adulte capable de s'intéresser à son monde d'enfant ! *Mais qu'est-ce qui les fait lire comme ça ?* est un récit plein d'enthousiasme et une ode à l'imagination, à l'audace et au respect de l'enfant.

Geneviève Patte est l'auteur de *Laissez-les lire ! Mission lecture* (Gallimard Jeunesse, 2012), traduit en cinq langues.



ANNEXE 4 : Sites d'information sur la littérature de jeunesse

- Site du CNLJ/La joie par les livres: <https://cnlj.bnf.fr/>

Toute l'information sur le livre de jeunesse dont le catalogue : "**Univers jeunesse du catalogue général**" en jaune sur la droite de la page d'accueil,

La Revue des livres pour enfants, la formation etc.

- Site de la Revue en ligne **Takam Tikou** : <https://takamtikou.bnf.fr/> avec sur la page d'accueil : Dossiers annuels, Bibliographies, Vie du livre, Vie des bibliothèques... Les deux sites (cnlj/bnf et takam tikou) communiquent

- **3 Bibliographies Afrique par an depuis 2010**, date de la numérisation de la revue, toutes consultables

Sigles et abréviations

ASPF : Association sénégalaise des professeurs de français

CLAC : Centre de Lecture et d'Animation culturelle

CLIC : Centre de Lecture et d'Information Culturelle

CNCP : Centre National de la Lecture Publique

DLL : Direction du Livre et de la Culture

FASTEF : Facultés des Sciences et Technologies de l'Education et la Formation

IDAM : Information Documentaire-Archiviste-Muséologie

INFRE : Institut National de Formation et de Recherche

MEN : Ministère de l'Education Nationale

RESACLAP : Réseaux des Clubs de Lecture d'Art et de Philosophie

RESPROFRA-EFFA : Réseau des Professeurs de Français pour l'Education des Filles et la Formation des Femmes en Afrique de l'Ouest

SDL : Sihilaale Dande Leniol

SELBJ : Séminaire du Livre Béninois de jeunesse

UCAD : Université Cheikh Anta Diop de Dakar

AUTRES DONNEES ANNEXEES :

Voir deuxième document accompagnant le présent rapport en ce qui concerne les questionnaires et guides d'entretien ainsi que les autres données traitées.